



Chapitre A-25

LOI SUR L'ASSURANCE AUTOMOBILE

non en vigueur

TITRE I

DÉFINITIONS

non en vigueur

Interprétation: 1. Dans la présente loi et dans les règlements, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

«accident»: 1. «accident»: événement au cours duquel un dommage est causé par une automobile;

«assureur agréé»: 2. «assureur agréé»: un assureur autorisé à pratiquer l'assurance automobile en vertu de la Loi sur les assurances (chapitre A-32) et détenteur d'un permis émanant du surintendant des assurances, à l'exclusion d'une personne qui ne pratique que la réassurance;

«automobile»: 3. «automobile»: tout véhicule mû par un autre pouvoir que la force musculaire et adapté au transport sur les chemins publics mais non sur les rails;

«Bureau des véhicules automobiles»: 4. «Bureau des véhicules automobiles»: le Bureau des véhicules automobiles constitué en vertu du Code de la route (chapitre C-24);

«chargement»: 5. «chargement»: tout bien qui se trouve dans une automobile, sur celle-ci ou est transporté par une automobile;

«chemin public»: 6. «chemin public»: la partie de tout pont, chemin, rue, place, carré ou autre terrain destinée à la circulation publique des automobiles, à l'exclusion des terrains autres que les chemins publics utilisés pour la circulation de l'une ou plusieurs catégories d'automobiles visées dans le paragraphe *b* de l'article 17;

«conjoint»: 7. «conjoint»: l'homme et la femme:
a) qui sont mariés et cohabitent; ou
b) qui vivent ensemble maritalement et qui au moment de l'accident:

i. résidaient ensemble depuis trois ans ou depuis un an si un enfant était issu de leur union; et

ii. étaient publiquement représentés comme conjoints;

«Corporation»: 8. «Corporation»: la Corporation des assureurs agréés constituée en vertu de l'article 156;

«directeur»: 9. «directeur»: le directeur du Bureau des véhicules automobiles;

«dommage causé par une automobile»: 10. «dommage causé par une automobile»: tout dommage causé par une automobile ou par l'usage de celle-ci ou par son chargement y compris le dommage causé par une remorque;

- «*dommage corporel*»; 11. «dommage corporel»: le dommage physique, psychologique ou mental, y compris le décès, ainsi que tout dommage causé dans un accident à une victime, à l'exception du dommage matériel défini au paragraphe 12;
- «*dommage matériel*»; 12. «dommage matériel»: le dommage causé dans un accident à une automobile, ou à un autre bien, à l'exception du préjudice causé aux vêtements que porte une victime au moment de l'accident;
- «*emploi*»; 13. «emploi»: toute occupation génératrice de revenus;
- «*établissement*»; 14. «établissement»: un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-5);
- «*Fonds d'indemnisation*»; 15. «Fonds d'indemnisation»: le Fonds d'indemnisation constitué par l'article 122;
- «*garagiste*»; 16. «garagiste»: le détenteur d'une licence de garage au sens du Code de la route ainsi que la personne qui exploite une entreprise où on ne répare que la carrosserie sans la changer et où les automobiles ne sont pas remises en même temps;
- «*indemnité*»; 17. «indemnité»: toute forme d'indemnisation prévue par le titre II de la présente loi;
- «*manuel des tarifs*»; 18. «manuel des tarifs»: les documents d'un assureur agréé où sont identifiées et définies ses règles de classification des risques, ainsi que les primes applicables à chacun;
- «*ministre*»; 19. «ministre»: le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières;
- «*personne à charge*»; 20. «personne à charge»:
a) un conjoint;
b) une personne qui est mariée ou, le cas échéant, avait été mariée à la victime et
i. qui en est séparée de fait ou légalement ou dont le mariage est dissous par un jugement définitif de divorce ou déclaré nul par un jugement en nullité de mariage; et
ii. qui, au moment de l'accident, avait droit de recevoir de la victime une pension alimentaire en vertu d'un jugement ou d'une convention;
c) une personne liée à la victime par le sang ou l'adoption ainsi que toute personne étrangère qui était à l'égard de la victime *in loco parentis* ou à l'égard de qui la victime était *in loco parentis* et qui, lors de l'accident, vivait entièrement ou dans une large mesure des revenus de la victime;
- «*personne au foyer*»; 21. «personne au foyer»: une personne ayant ou non un conjoint et dont l'occupation principale consiste à vaquer aux occupations habituelles d'une personne qui demeure chez elle pour le bénéfice de sa maisonnée;
- «*prescrit*»; 22. «prescrit»: prescrit par règlement de la Régie;
- «*propriétaire*»; 23. «propriétaire»: toute personne qui a acquis une automobile et la possède en vertu d'un titre absolu ou conditionnel ou soumis à une autre modalité, qui lui donne le droit d'en devenir le propriétaire ou d'en jouir comme propriétaire, à charge de rendre ou non;

- «réclamant»: 24. «réclamant»: une victime au sens du sous-paragraphe *a* du paragraphe 28 et, le cas échéant, ses ayants droit et les personnes à sa charge;
- «Régie»: 25. «Régie»: la Régie de l'assurance automobile du Québec constituée par la Loi sur la Régie de l'assurance automobile du Québec (chapitre R-4);
- «résident»: 26. «résident»: toute personne que la loi autorise à être ou à rester au Canada, qui demeure au Québec et y est ordinairement présente, sauf si elle est un touriste ou est de passage au Québec ou y est un visiteur;
- «surintendant des assurances»: 27. «surintendant des assurances»: l'officier nommé en vertu de l'article 4 de la Loi sur les assurances;
- «victime»: 28. «victime»:
a) aux fins du titre II visant l'indemnisation du dommage corporel, toute personne qui subit un dommage corporel dans un accident y compris le propriétaire, le conducteur ou le passager de toute automobile impliquée dans l'accident;
b) aux fins du titre III visant l'indemnisation du dommage matériel et du titre IV visant le Fonds d'indemnisation, toute personne qui subit un dommage matériel dans un accident y compris le propriétaire, le conducteur ou le passager de toute automobile impliquée dans l'accident;
- «vol». 29. «vol»: l'infraction visée dans l'article 283 du Code criminel. 1977, c. 68, a. 1.

TITRE II

L'INDEMNISATION DU DOMMAGE CORPOREL

non en vigueur

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

non en vigueur

- «victime». 2. Nonobstant le sous-paragraphe *a* du paragraphe 28 de l'article 1, à moins que le contexte n'indique un sens différent, le mot «victime» aux fins du présent chapitre comprend aussi toute personne qui a droit à l'indemnité de décès lorsque le décès de la victime résulte de l'accident.

1977, c. 68, a. 2.

non en vigueur

Indemnisation sans égard à la responsabilité.

3. La victime d'un dommage corporel causé par une automobile est indemnisée par la Régie et suivant les dispositions du présent titre, sans égard à la responsabilité de quiconque.

1977, c. 68, a. 3.

non en vigueur

Aucun autres recours.

Aucun recours en vertu de
cette loi.

Dispositions non
applicables.

Régime privé d'assurance.

4. Les indemnités prévues au présent titre tiennent lieu de tous les droits, recours et droits d'action de quiconque en raison d'un dommage corporel causé par une automobile et nulle action à ce sujet n'est reçue devant une cour de justice.

Sous réserve de l'article 18, lorsqu'un dommage corporel a été causé par une automobile, les compensations ou avantages pécuniaires prévus pour l'indemnisation de ce dommage par la Loi sur les accidents du travail (chapitre A-3) ou par la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (chapitre I-6) tiennent lieu de tous les droits, recours et droits d'action de quiconque en raison de ce dommage corporel et nulle action à ce sujet n'est reçue devant une cour de justice.

Les dispositions qui précèdent dans le présent article ne s'appliquent pas dans les cas visés dans l'article 17.

Rien dans le présent article ne limite le droit d'une victime de réclamer une indemnité en vertu d'un régime privé d'assurance, sans égard à la responsabilité de quiconque.

1977, c. 68, a. 4.

non en vigueur

Présomption.

5. Est réputée victime la personne qui subit un dommage corporel en portant secours à la victime d'un accident.

1977, c. 68, a. 5.

non en vigueur

Victime résidant au
Québec.

Présomption de résidence.

6. L'indemnisation bénéficie à toute victime résidant au Québec et aux personnes à sa charge, que l'accident ait eu lieu au Québec ou hors du Québec.

Lorsque l'accident survient au Québec, sont réputés résider au Québec le propriétaire, le conducteur et le passager d'une automobile immatriculée au Québec.

1977, c. 68, a. 6.

non en vigueur

Accident hors Québec.

Subrogation.

7. La victime d'un accident survenu hors du Québec, qui a droit à l'indemnisation prévue au présent titre peut bénéficier de celle-ci tout en conservant ses recours pour l'excédent en vertu de la loi du lieu de l'accident.

Nonobstant l'article 4, la Régie qui indemnise une victime en vertu du présent article est subrogée dans les droits de celle-ci et peut recouvrer les indemnités ainsi que le capital représentatif des rentes qu'elle est ainsi appelée à verser, de toute personne ne résidant pas au Québec qui, en vertu de la loi du lieu de l'accident, est responsable et de toute personne tenue à l'indemnisation des dommages corporels causés dans l'accident par ce non-résident.

Subrogation. La subrogation s'opère de plein droit par la décision de la Régie d'indemniser la victime.

1977, c. 68, a. 7.

non en vigueur

Victime non résident au Québec.

8. La victime d'un accident survenu au Québec et qui n'y est pas résident est indemnisée par la Régie en vertu du présent titre dans la proportion où elle n'est pas responsable de l'accident, à moins d'une entente différente entre la Régie et la juridiction du lieu de résidence de cette victime.

Désaccord.

Nonobstant l'article 4, en cas de désaccord entre la Régie et la victime sur la responsabilité de cette dernière, le recours de la victime contre la Régie à ce sujet est soumis au tribunal.

Responsabilité.

La responsabilité est déterminée suivant les règles du droit commun dans la mesure où les articles 108 à 114 n'y dérogent pas.

1977, c. 68, a. 8.

non en vigueur

Subrogation de la Régie.

9. Nonobstant l'article 4, la Régie qui indemnise une victime en raison d'un accident survenu au Québec, est subrogée dans les droits de celle-ci et peut recouvrer les indemnités ainsi que le capital représentatif des rentes qu'elle est ainsi appelée à verser, de toute personne ne résidant pas au Québec qui est responsable de cet accident, dans la proportion où elle en est responsable et de toute personne qui est tenue à l'indemnisation des dommages corporels causés dans ledit accident par ce non-résident.

Subrogation.

La subrogation s'opère de plein droit par la décision de la Régie d'indemniser la victime.

Prescription.

Le recours de la Régie est soumis au tribunal et se prescrit par trois ans à compter de la subrogation.

Responsabilité.

La responsabilité est déterminée suivant les règles du droit commun dans la mesure où les articles 108 à 114 n'y dérogent pas.

1977, c. 68, a. 9.

non en vigueur

Subrogation.

10. Dans les cas visés dans le deuxième alinéa de l'article 7 et, nonobstant l'article 4, dans les cas visés dans l'article 9, les personnes suivantes, lorsqu'elles sont subrogées dans les droits de la victime en vertu des lois ci-après mentionnées, possèdent les mêmes recours que la Régie pour recouvrer leur créance contre la personne ne résidant pas au Québec qui est responsable de l'accident ou contre la personne tenue à l'indemnisation des dommages corporels causés dans cet accident par un non-résident: la Commission des accidents du travail et, le cas échéant, l'employeur en vertu de la Loi sur les accidents du travail (chapitre A-3), la Commission des accidents du travail en vertu de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (chapitre I-6), la Régie de l'assurance maladie du Québec en vertu

de la Loi sur l'assurance maladie (chapitre A-29) et le gouvernement en vertu de la Loi sur l'assurance hospitalisation (chapitre A-28) et en vertu de la Loi sur l'aide sociale (chapitre A-16).

1977, c. 68, a. 10.

non en vigueur

Victime incapable.

11. L'indemnité d'une victime incapable est versée à son tuteur ou à son curateur.

1977, c. 68, a. 11.

non en vigueur

Indemnité de
remboursement.

12. Dans le cas d'une indemnité de remboursement de frais payable à une victime, la personne qui a payé ces frais pour la victime a le droit de recevoir l'indemnité au lieu de cette dernière.

1977, c. 68, a. 12.

non en vigueur

Païement périodique ou
païement unique.

13. La Régie peut remplacer la rente visée dans l'article 26 ou dans l'article 43 par tout païement périodique ou par un païement unique représentatif de la valeur de l'indemnité dans les cas suivants:

a) lorsque la victime en fait la demande et que la Régie est d'avis qu'il est à propos de le faire pour favoriser sa réadaptation; ou

b) dans le cas d'une victime résidant hors du Québec ou cessant d'y résider; ou

c) lorsqu'il s'agit de sommes dont le maximum est prescrit.

Versement forfaitaire.

Dans le cas d'une victime résidant hors du Québec ou cessant d'y résider, la Régie peut également payer une indemnité de remboursement de frais visée dans les articles 23 ou 45 en un seul versement représentatif de la valeur de l'indemnité.

1977, c. 68, a. 13.

non en vigueur

Renonciation d'une victime
nulle.

14. Sous réserve du deuxième alinéa de l'article 18, la renonciation d'une victime à un droit découlant du présent titre est nulle.

1977, c. 68, a. 14.

non en vigueur

Cession nulle.

15. Toute cession ou tout transport en garantie collatérale ou autrement du droit d'une victime à une indemnité en vertu du présent titre est nulle de plein droit et la victime qui paierait une partie de son indemnité en vertu d'une telle cession ou d'un tel transport a droit de répétition contre celui qui la reçoit.

1977, c. 68, a. 15.

non en vigueur

Prescription.

16. Le droit à une indemnisation en vertu du présent titre se prescrit par trois ans à compter de l'accident ou de la manifestation

du dommage et, dans le cas des indemnités de décès, à compter de ce décès.

Circonstances exceptionnelles.

Cependant, la Régie peut en tout temps prolonger le délai prévu au premier alinéa lorsqu'en raison de circonstances exceptionnelles la victime a été incapable d'agir dans tel délai.

1977, c. 68, a. 16.

non en vigueur

Exceptions.

17. Nul n'a droit à l'indemnisation prévue au présent titre dans les cas suivants:

a) si le dommage est causé, lorsque l'automobile n'est pas en mouvement dans un chemin public, par un appareil susceptible de fonctionnement indépendant qui y est incorporé ou par l'usage d'un tel appareil;

b) si l'accident est survenu en dehors d'un chemin public et qu'il a été causé par les automobiles suivantes: une motoneige, un tracteur de ferme, une remorque de ferme, un véhicule d'équipement, une remorque d'équipement ou un véhicule destiné à être utilisé en dehors d'un chemin public; les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas si une automobile autre que les automobiles mentionnées au présent paragraphe est impliquée dans l'accident;

c) si l'accident est survenu en conséquence d'une course d'automobiles ou d'une épreuve de vitesse, sur un parcours qui est, de façon temporaire ou permanente, fermé à toute autre circulation automobile, que l'automobile qui a causé le dommage soit ou non engagée dans la course ou l'épreuve et que la victime soit un participant ou un spectateur.

Responsabilité.

La responsabilité est déterminée suivant les règles du droit commun dans la mesure où les articles 108 à 114 n'y dérogent pas.

Interruption de prescription.

La demande pour bénéficier des avantages de la présente loi, produite conformément à l'article 53, interrompt la prescription prévue au Code civil jusqu'à la décision de la Régie ou à celle de la Commission des affaires sociales, le cas échéant.

1977, c. 68, a. 17.

non en vigueur

Indemnisation pour l'excédent seulement.

18. Lorsqu'en raison d'un dommage corporel causé par une automobile, une personne a le droit à la fois à une compensation ou à un avantage pécuniaire en vertu de la Loi sur les accidents du travail (chapitre A-3) et à une indemnité en vertu du présent titre, cette personne réclame la compensation ou l'avantage pécuniaire prévu à la Loi sur les accidents du travail et ne peut se prévaloir de l'indemnisation prévue au présent titre que pour l'excédent, s'il y a lieu.

Option.

Lorsqu'en raison d'un dommage corporel causé par une automobile, une personne a le droit à la fois à une compensation ou à un avantage pécuniaire en vertu de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (chapitre I-6) et à une indemnité en vertu du

présent titre, cette personne peut, à son option, réclamer une compensation ou un avantage pécuniaire en vertu de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels ou se prévaloir de l'indemnisation prévue au présent titre. L'indemnisation reçue en vertu de l'une de ces deux lois en raison du même dommage corporel causé par une automobile fait perdre à cette personne tout droit en vertu de l'autre loi.

1977, c. 68, a. 18.

non en vigueur

CHAPITRE II INDEMNITÉS

non en vigueur

SECTION I

INDEMNITÉS DE REMPLACEMENT DU REVENU

non en vigueur

Indemnité de remplacement
du revenu.

19. La victime qui, lors de l'accident, exerçait habituellement un emploi à temps plein a droit à l'indemnité de remplacement du revenu si, à la suite de l'accident, elle devient incapable d'exercer cet emploi.

Revenu brut.
Circonstances
exceptionnelles.

Le revenu brut de la victime est celui qu'elle tirait de cet emploi. Toutefois la Régie doit déterminer un revenu brut autre si la victime démontre à la satisfaction de la Régie que, n'eût été de circonstances exceptionnelles, elle eût pu occuper un emploi plus rémunérateur.

1977, c. 68, a. 19.

non en vigueur

Victime sans emploi.

20. Sous réserve des articles 21 et 22, la victime qui, lors de l'accident, n'exerçait aucun emploi tout en étant capable de travailler, exerçait un emploi occasionnel ou un emploi à temps partiel, travaillait sans rémunération dans une entreprise familiale ou était une personne au foyer, a droit à l'indemnité de remplacement du revenu si, à la suite de l'accident, elle devient incapable d'exercer l'emploi qu'elle aurait pu occuper habituellement et à temps plein.

Emploi déterminé.

La Régie détermine l'emploi que la victime aurait pu occuper habituellement et à temps plein en tenant compte de sa formation, de son expérience, de ses capacités physiques et intellectuelles.

Revenu brut présumé.

La Régie évalue le revenu brut présumé de la victime en tenant compte de l'emploi déterminé à l'alinéa précédent, des périodes pendant lesquelles la victime a été sans emploi ou n'a exercé qu'un emploi occasionnel ou un emploi à temps partiel et, s'il y a lieu, du revenu d'un emploi antérieur.

1977, c. 68, a. 20.

non en vigueur

Étudiant.	21. La victime qui, lors de l'accident, était un étudiant qui fréquente à plein temps une université, un collège ou une autre institution dispensant des cours d'un niveau post-secondaire, a droit à l'indemnité de remplacement du revenu si, à la suite de l'accident, elle devient incapable de poursuivre ses études.
Revenu brut.	Le revenu brut de la victime est réputé égal à un montant annuel égal à une moyenne annuelle calculée à partir de la rémunération hebdomadaire moyenne des travailleurs de l'ensemble des activités économiques du Québec telle qu'établie par Statistique Canada pour chacun des douze mois précédant le 1 ^{er} juillet de l'année précédant le début de l'exercice financier de la Régie au cours duquel la victime devient incapable de poursuivre ses études.
Dispositions applicables.	Les quatrième et cinquième alinéas de l'article 50 s'appliquent <i>mutatis mutandis</i> au calcul de l'indemnité visée dans le deuxième alinéa.
	1977, c. 68, a. 21.

non en vigueur

Victime mineure.	22. Sous réserve des articles 21 et 24, la victime qui, lors de l'accident, était mineure et sans emploi a droit à l'indemnité de remplacement du revenu si, à la suite de l'accident, elle devient incapable de vaquer aux occupations habituelles de son âge.
Indemnité minimum.	Jusqu'à sa majorité, la victime a droit à l'indemnité minimum visée dans le deuxième alinéa de l'article 26.
Majorité.	À compter du jour de sa majorité, la victime a droit à l'indemnité de remplacement du revenu si elle est incapable de travailler des suites de l'accident; son revenu brut est réputé égal à un montant annuel égal à soixante-quinze pour cent d'une moyenne annuelle calculée à partir de la rémunération hebdomadaire moyenne des travailleurs de l'ensemble des activités économiques du Québec telle qu'établie par Statistique Canada pour chacun des douze mois précédant le 1 ^{er} juillet de l'année précédant le début de l'exercice financier de la Régie au cours duquel la victime atteint sa majorité.
Dispositions applicables.	Les quatrième et cinquième alinéas de l'article 50 s'appliquent <i>mutatis mutandis</i> au calcul de l'indemnité visée dans le troisième alinéa.
	1977, c. 68, a. 22.

non en vigueur

Personne au foyer.	23. La victime qui est une personne au foyer peut, si, à la suite de l'accident, elle devient incapable de vaquer à une ou à plusieurs occupations habituelles d'une telle personne, réclamer, plutôt que l'indemnité visée dans l'article 20, le remboursement des frais occasionnés par suite de son incapacité jusqu'à concurrence d'un montant maximum de cent cinquante dollars par semaine. Ces frais sont notamment les frais de garde, d'aide domestique et de ménage ainsi
--------------------	--

que les autres frais dont le remboursement est autorisé par la Régie.
1977, c. 68, a. 23.

non en vigueur

Victime incapable de travailler.

24. La victime qui, lors de l'accident, était incapable de travailler pour quelque cause que ce soit excepté l'âge et qui, à la suite de l'accident, est atteinte d'une incapacité physique ou mentale grave, a droit à l'indemnité minimum visée dans le deuxième alinéa de l'article 26.

1977, c. 68, a. 24.

non en vigueur

Victime de 65 ans.

25. La victime visée dans les articles 19, 20 ou 21 qui, lors de l'accident, avait soixante-cinq ans révolus, a droit à l'indemnité de remplacement du revenu selon les modalités suivantes:

1. si elle a moins de soixante-dix ans, elle a droit à l'indemnité pendant une période maximum de cinq ans;

2. si elle a soixante-dix ans révolus, mais moins de soixante-quinze ans, elle a droit à l'indemnité jusqu'au jour de son soixante-quinzième anniversaire de naissance ou pendant un an, la plus longue de ces périodes de temps étant à retenir comme période maximum;

3. si elle a soixante-quinze ans révolus, elle a droit à l'indemnité pendant une période maximum de douze mois.

Indemnité minimum.

À la fin de la période maximum pendant laquelle la victime a droit à l'indemnité de remplacement du revenu, la victime incapable d'exercer tout emploi en raison de l'accident a droit à l'indemnité minimum visée dans le deuxième alinéa de l'article 26.

Dispositions non applicables.

Les dispositions de l'article 30 ne s'appliquent pas au présent article.

1977, c. 68, a. 25.

non en vigueur

Rente.

26. L'indemnité de remplacement du revenu est versée sous forme de rente équivalant annuellement à quatre-vingt-dix pour cent du revenu net de la victime.

Indemnité minimum.

Sous réserve des articles 29 et 30, l'indemnité de remplacement du revenu ne doit être en aucun cas inférieure à la somme de quatre-vingts dollars par semaine plus dix dollars par semaine par personne à charge, jusqu'à concurrence d'une somme totale de cent vingt dollars par semaine.

1977, c. 68, a. 26.

non en vigueur

Calcul du revenu net.

27. Le revenu net de la victime s'établit comme suit: on inclut le revenu brut de la victime, jusqu'à concurrence d'un montant maximum de dix-huit mille dollars, mais en excluant les revenus ne provenant pas d'un emploi; puis on soustrait de ce revenu ainsi

déterminé un montant équivalant à l'impôt sur le revenu calculé selon les tables établies en vertu de la Loi sur les impôts (chapitre I-3) et de la Loi concernant les impôts sur le revenu (S.R.C., 1970, chapitre I-5) ainsi que la cotisation ouvrière payable en vertu de la Loi sur l'assurance-chômage (S.R.C., 1970, chapitre U-2) et les contributions applicables en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec (chapitre R-9) et de la section X de la Loi sur l'assurance-maladie (chapitre A-29).

1977, c. 68, a. 27.

non en vigueur

Période maximum de l'indemnité.

28. L'indemnité de remplacement du revenu due à la victime visée dans les articles 19, 20 ou 21 est versée pendant une période maximum de cinq ans à compter de l'accident, sous réserve cependant de l'article 32.

1977, c. 68, a. 28.

non en vigueur

Indemnité réduite.

29. L'indemnité de remplacement du revenu est réduite, le cas échéant, du montant des rentes d'invalidité et des rentes d'enfant de cotisant invalide payables en raison de l'accident en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec.

1977, c. 68, a. 29.

non en vigueur

Indemnité réduite.

30. L'indemnité de remplacement du revenu est réduite, si la victime qui en est le bénéficiaire atteint l'âge de soixante-cinq ans, du montant des bénéfices que cette dernière reçoit au titre de pension de vieillesse.

1977, c. 68, a. 30.

non en vigueur

Cessation de l'indemnité.

31. Si la victime bénéficiaire d'une indemnité de remplacement du revenu obtient un emploi ou retourne à un emploi, l'indemnité cesse d'être versée.

Diminution de l'indemnité.

Néanmoins, si cette victime tire de cet emploi, en raison du dommage subi, un revenu brut inférieur à celui gagné effectivement ou estimé par la Régie, selon le cas, au moment de l'accident, l'indemnité continue d'être versée mais est alors diminuée d'un montant équivalant à cinquante pour cent du revenu net tiré de cet emploi et qui n'excède pas cinq mille dollars ou, si ce revenu excède cinq mille dollars, à cinquante pour cent sur la première tranche de cinq mille dollars et à soixante-quinze pour cent sur l'excédent.

1977, c. 68, a. 31.

non en vigueur

Continuation de l'indemnité.

32. La victime visée dans les articles 19, 20 ou 21 qui demeure incapable d'exercer tout emploi, a droit, à compter de la sixième année suivant l'accident, à la continuation de l'indemnité de remplacement du revenu.

Continuation partielle.

Si la victime visée dans les articles 19, 20 ou 21 est capable d'exercer un emploi dont elle ne peut tirer, en raison du dommage subi, qu'un revenu brut inférieur à celui gagné effectivement ou estimé par la Régie, selon le cas, au moment de l'accident, celle-ci a droit, à partir de la sixième année suivant l'accident, à une indemnité de remplacement du revenu équivalant annuellement à la différence entre son revenu net gagné effectivement ou estimé par la Régie, selon le cas, au moment de l'accident, et le revenu net qu'elle tire ou pourrait tirer de cet emploi.

Dispositions non applicables.

Les dispositions du deuxième alinéa de l'article 26 concernant le minimum ne s'appliquent pas au deuxième alinéa.

1977, c. 68, a. 32.

non en vigueur

Rechute.

33. Si, en raison d'une rechute consécutive à l'accident, une victime visée dans les articles 19, 20 ou 21 est atteinte d'une incapacité lui donnant droit de recevoir une indemnité visée dans ces articles, elle reçoit une indemnité de remplacement du revenu fondée sur le revenu brut gagné effectivement ou estimé par la Régie, selon le cas, au moment de l'accident.

1977, c. 68, a. 33.

non en vigueur

Revalorisation du revenu brut.

34. Le revenu brut visé dans les articles 31, 32 et 33 et le revenu net visé dans l'article 32 doivent être revalorisés suivant les règles de l'article 48, mutatis mutandis.

1977, c. 68, a. 34.

non en vigueur

Période de paiement.

35. Les indemnités prévues à la présente section versées sous forme de rente sont dues pendant toute la durée de l'incapacité à l'exception des sept premiers jours. Elles sont versées une fois par deux semaines.

1977, c. 68, a. 35.

non en vigueur

SECTION II

INDEMNITÉ DE DÉCÈS

non en vigueur

Décès d'une victime.

36. Le décès d'une victime résultant d'un accident donne droit aux indemnités prévues à la présente section.

1977, c. 68, a. 36.

non en vigueur

Conjoint survivant,
personnes à charge.

Pourcentage.

Indemnité minimale.

Rente.
Personnes à charge.

Conjoint considéré non à
charge.

Personnes considérées à
charge.

37. 1. Le décès d'une victime donne au conjoint survivant, sa vie durant ou, à défaut, aux personnes à sa charge, à parts égales, droit à une indemnité équivalant annuellement à un pourcentage de l'indemnité de remplacement du revenu à laquelle la victime aurait eu droit, si elle avait survécu et avait été rendue incapable d'exercer tout emploi en raison de l'accident.

2. Le pourcentage visé dans le paragraphe 1 est établi à cinquante-cinq pour cent pour une personne à charge, à soixante-cinq pour cent pour deux personnes à charge, et, s'il y en a plus de deux, à soixante-cinq pour cent plus cinq pour cent par personne à charge à compter de la troisième, jusqu'à concurrence de quatre-vingt pour cent.

3. Sous réserve de l'article 41, l'indemnité ne doit en aucun cas être inférieure à la somme de quatre-vingts dollars par semaine pour une seule personne à charge plus dix dollars par semaine par personne à charge à compter de la deuxième, jusqu'à concurrence d'une somme totale de cent vingt dollars par semaine.

4. L'indemnité est versée sous forme de rente.

5. Les personnes à charge autres que le conjoint sont considérées à charge aussi longtemps que, de la manière prescrite, ces personnes auraient pu être considérées à charge de la victime, si cette dernière eût vécu.

6. Nonobstant le paragraphe 1, le conjoint de moins de trente-cinq ans, sans enfant, et qui n'est pas invalide, n'est plus considéré à charge cinq ans après le décès de la victime et le premier cinquante-cinq pour cent du pourcentage visé dans le paragraphe 2 n'est plus versé à l'expiration de cette période ou au décès de ce conjoint, selon l'échéance la plus rapprochée.

7. Aux fins du présent article, doivent être considérées à charge de la victime qui n'avait pas d'emploi au moment de l'accident, les personnes qui auraient été à sa charge si elle avait eu un emploi.

1977, c. 68, a. 37.

non en vigueur

Personne majeure sans
conjoint, ni personne à
charge.

38. Le décès d'une personne majeure sans conjoint ni personne à charge donne droit à sa succession à une indemnité forfaitaire de deux mille dollars.

1977, c. 68, a. 38.

non en vigueur

Décès d'un mineur.

Accroissement.

39. Le décès d'un enfant mineur donne droit à son père et à sa mère, qui n'ont pas été déchus de leur autorité parentale, à une indemnité forfaitaire de quatre mille dollars.

La part du parent décédé ou déchu accroît à l'autre.

1977, c. 68, a. 39.

non en vigueur

Enfant posthume.

40. Aux fins de la présente section, est réputé personne à charge l'enfant de la victime né après le décès de cette dernière.

1977, c. 68, a. 40.

non en vigueur

Indemnité réduite.

41. L'indemnité de décès versée sous forme de rente est réduite du montant des rentes de conjoint survivant et des rentes d'orphelin payables en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec, le cas échéant.

1977, c. 68, a. 41.

non en vigueur

Tuteur ou curateur.

42. Lorsque la victime laisse un conjoint survivant et d'autres personnes à charge, la Régie peut ordonner, dans l'intérêt de ces personnes à charge, que partie de l'indemnité soit, plutôt que d'être versée au conjoint, versée à ces personnes à charge ou, le cas échéant, à leur tuteur ou à leur curateur et, à défaut, à une personne désignée par la Régie. La personne ainsi désignée a les obligations d'un tuteur ou d'un curateur selon le cas.

1977, c. 68, a. 42.

non en vigueur

Période de paiement.

43. Les indemnités prévues à la présente section, versées sous forme de rente, le sont une fois par deux semaines.

Dernier paiement.

Sous réserve d'une disposition contraire, ces indemnités sont versées jusqu'à la fin de la quinzaine pendant laquelle la personne à charge cesse d'y avoir droit ou décède.

1977, c. 68, a. 43.

non en vigueur

SECTION III

AUTRES INDEMNITÉS

non en vigueur

Blessure, préjudice
esthétique.

44. La victime qui subit dans un accident une blessure, un préjudice esthétique, une mutilation, des douleurs ou une perte de jouissance de la vie, a droit à une indemnité forfaitaire dont la somme et les modalités sont prescrites. La somme ne doit en aucun cas excéder vingt mille dollars.

Dommages corporels
semblables.

Si aucune somme n'est prescrite pour un dommage corporel, la Régie l'établit en utilisant comme guide, s'il y a lieu, les sommes prescrites pour des dommages corporels semblables.

1977, c. 68, a. 44.

non en vigueur

Dépenses remboursables.

45. Une victime a droit dans tous les cas, sans limite de temps et dans la mesure où ils ne sont pas déjà couverts par un régime de

sécurité sociale, au remboursement des frais raisonnables occasionnés par suite d'un accident pour des soins médicaux et para-médicaux, le transport par ambulance ou autrement en vue de recevoir ces soins, l'achat de prothèses ou d'orthèses et le remplacement de vêtements. La victime a droit aussi au remboursement des autres frais de même nature autorisés par la Régie.

1977, c. 68, a. 45.

non en vigueur

Réadaptation.

46. La Régie peut prendre les mesures nécessaires et faire les dépenses qu'elle croit opportunes ou convenables pour contribuer à la réadaptation des victimes, pour atténuer ou faire disparaître toute incapacité résultant d'un dommage corporel et pour faciliter leur retour à la vie normale et leur réinsertion dans la société et sur le marché du travail.

1977, c. 68, a. 46.

non en vigueur

Frais funéraires.

47. La personne qui a payé les frais funéraires d'une victime peut en réclamer le remboursement jusqu'à concurrence de la somme de mille dollars.

1977, c. 68, a. 47.

non en vigueur

SECTION IV

REVALORISATION DES INDEMNITÉS

non en vigueur

Revalorisation des indemnités.

48. Les indemnités payables sous forme de rente en vertu du présent titre doivent être revalorisées annuellement, de la manière et à l'époque prescrites conformément à l'article 119 de la Loi sur le régime de rentes du Québec pour l'ajustement des prestations payables en vertu de ladite loi, de telle sorte que le montant payable pour un mois d'une année subséquente soit égal au produit obtenu en multipliant le montant qui aurait été autrement payable pour le mois par la proportion que représente l'indice des rentes pour cette année subséquente par rapport à l'indice des rentes pour l'année qui la précède.

1977, c. 68, a. 48.

non en vigueur

Revalorisation des indemnités.

49. Les indemnités visées dans les articles 23, 38, 39, 44 et 47 ainsi que les indemnités minima visées dans le deuxième alinéa de l'article 26 et dans le paragraphe 3 de l'article 37 sont revalorisées à la fin de chaque exercice financier de la Régie de telle sorte que l'indemnité revalorisée soit égale au produit obtenu en multipliant le montant à revaloriser par la proportion que représente l'indice annuel de rentes

le plus récent par rapport à l'indice annuel des rentes qui le précède, tel qu'établi en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec.

1977, c. 68, a. 49.

non en vigueur

Revalorisation du revenu maximum.

Maximum annuel du revenu.

50. Le montant du revenu maximum de dix-huit mille dollars visé dans l'article 27 est revalorisé en la manière ci-après décrite.

À la fin de l'exercice financier de la Régie, le maximum annuel du revenu est égal à cent cinquante pour cent d'une moyenne annuelle calculée à partir de la rémunération hebdomadaire moyenne des travailleurs de l'ensemble des activités économiques du Québec telle qu'établie par Statistique Canada pour chacun des douze mois précédant le 1^{er} juillet de l'année précédant l'année pour laquelle le maximum annuel du revenu est calculé.

Revenu arrondi.

Le revenu maximum annuel est établi au plus haut cinq cents dollars.

Ajustement.

Lorsque Statistique Canada adopte une nouvelle méthode pour déterminer la rémunération hebdomadaire moyenne pour un mois donné, en modifiant soit la période de référence utilisée, soit le champ d'observation visé, et que, en conséquence, la moyenne annuelle calculée selon les données de la nouvelle méthode est supérieure ou inférieure de plus de un pour cent à celle calculée selon les données de l'ancienne méthode, les rémunérations hebdomadaires moyennes à utiliser pour établir la moyenne annuelle pour chacune des années affectées par le changement de méthode sont ajustées par la Régie de façon à tenir compte des données selon la méthode utilisée par Statistique Canada le 1^{er} mars 1978.

Données utilisées.

Pour l'application du présent article, la Régie utilise les données fournies par Statistique Canada au 1^{er} octobre de l'année au cours de laquelle se termine la période de douze mois qui sert de base au calcul du maximum annuel du revenu.

1977, c. 68, a. 50.

non en vigueur

Régime privé d'assurance.

51. Le montant d'une rente versée en vertu d'un régime privé d'assurance ne peut être aucunement diminué en raison d'une revalorisation d'une rente versée en vertu du présent titre.

1977, c. 68, a. 51.

CHAPITRE III

PROCÉDURE DE RÉCLAMATION ET PAIEMENT DES INDEMNITÉS

non en vigueur

Compétence exclusive de la Régie.

52. 1. Sous réserve de l'appel prévu à l'article 56 et des articles

Compétence exclusive de la Régie.	<p>79 à 83, la Régie a compétence exclusive pour examiner, entendre et décider toute affaire relative à l'indemnisation du dommage corporel en vertu du présent titre.</p> <p>2. Sans limiter la généralité des dispositions du paragraphe 1, la Régie a compétence exclusive pour examiner, entendre et décider, aux fins de la présente loi, toute affaire relative:</p>
	<p>a) au droit à une indemnité;</p> <p>b) au quantum d'une indemnité;</p> <p>c) à toute question connexe aux affaires visées dans les sous-paragraphes a et b.</p> <p>3. Les membres de la Régie sont investis des pouvoirs et de l'immunité des commissaires nommés en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête (chapitre C-37) pour tout acte fait ou omis dans l'exécution de leurs devoirs.</p>
Décisions écrites.	<p>4. Les décisions de la Régie doivent être motivées et communiquées par écrit aux intéressés et elles font partie des archives de la Régie. En communiquant sa décision à un réclamant, la Régie doit aviser ce dernier de son droit d'interjeter appel suivant l'article 56.</p>
Délégation de pouvoirs.	<p>5. La Régie peut déléguer généralement à ceux de ses fonctionnaires qu'elle désigne ses pouvoirs pour examiner, entendre et décider, en première instance, toute affaire ou question relative à l'une des matières énumérées aux paragraphes 1 et 2.</p>
Pouvoirs et immunité.	<p>6. Les personnes désignées suivant le paragraphe 5 sont investies des mêmes pouvoirs et de la même immunité qui sont conférés aux membres de la Régie par le paragraphe 3; les décisions que rendent ces personnes ont la même valeur que si la Régie les eût rendues elle-même. En communiquant une telle décision à un réclamant, on doit aviser ce dernier de son droit d'en demander la révision suivant l'article 55.</p>
non en vigueur Demande d'indemnité.	<p>1977, c. 68, a. 52.</p> <p>53. Un réclamant doit présenter à la Régie sa demande d'indemnité selon les modalités prescrites et fournir toute information prescrite.</p> <p>1977, c. 68, a. 53.</p>
non en vigueur Paiement anticipé.	<p>54. La Régie, lorsqu'elle reçoit une demande suivant l'article 53, peut, si elle est d'avis que la demande, <i>prima facie</i>, lui paraît fondée, commencer le paiement de l'indemnité même avant de rendre sa décision quant au droit à l'indemnité.</p>
Sommes non recouvrables.	<p>Si la Régie en vient ensuite à la conclusion que la demande ne doit pas être acceptée ou ne doit être acceptée qu'en partie, les sommes payées en vertu du présent article ne sont pas recouvrables à moins qu'elles n'aient été obtenues par suite d'une fraude.</p> <p>1977, c. 68, a. 54.</p>

non en vigueur

- Révision. **55.** Un réclamant qui se croit lésé par une décision rendue par un fonctionnaire désigné suivant le paragraphe 5 de l'article 52 peut demander à la Régie une révision de cette décision.
- Délai. La demande de révision est formée par un écrit adressé à la Régie dans les soixante jours de la notification de la décision.
- Prolongation de délai. La Régie peut permettre à un réclamant d'agir après l'expiration des délais fixés par l'alinéa précédent si cette personne démontre qu'elle a été, en fait, dans l'impossibilité d'agir plus tôt.
- Décision. Sur demande de révision, la Régie peut confirmer, infirmer ou modifier la décision rendue; elle peut accorder une indemnité et en déterminer le montant ou décider qu'aucune indemnité n'est payable.

1977, c. 68, a. 55.

non en vigueur

- Appel. **56.** Un réclamant qui se croit lésé par une décision rendue par la Régie en vertu du paragraphe 4 de l'article 52 ou en vertu de l'article 55 peut interjeter appel de cette décision à la Commission des affaires sociales constituée en vertu de la Loi sur la Commission des affaires sociales (chapitre C-34) qui dispose de l'appel selon ses règles de preuve, de procédure et de pratique.

1977, c. 68, a. 56.

non en vigueur

- Païement non suspendu. **57.** Une demande de révision ou un appel ne suspend pas le paiement d'une indemnité versée sous forme de rente.

1977, c. 68, a. 57.

non en vigueur

- Sommes non recouvrables. **58.** Nonobstant l'article 57, si la Régie ou la Commission des affaires sociales rend une décision ayant pour effet d'annuler ou de réduire le montant d'une indemnité, les sommes déjà versées ne peuvent être recouvrées à moins qu'elles n'aient été obtenues par suite d'une fraude.

1977, c. 68, a. 58.

non en vigueur

- Attestation du revenu. **59.** Tout employeur doit, dans le cas où la Régie est saisie d'une demande d'indemnité, fournir à la Régie, à sa demande, dans le délai et la forme prescrits, une attestation du revenu de son employé.

1977, c. 68, a. 59.

non en vigueur

- Examen médical. **60.** Un réclamant doit, à la demande de la Régie et aux frais de celle-ci, se soumettre à l'examen d'un médecin qu'il choisit.

1977, c. 68, a. 60.

non en vigueur

Examen médical.

61. Aussi souvent qu'elle l'estime nécessaire, la Régie peut, à ses frais, exiger du réclamant qu'il se soumette à l'examen d'un médecin désigné par la Régie. Cet examen doit se faire suivant les formalités prescrites.

1977, c. 68, a. 61.

non en vigueur

Rapport médical.

62. Tout médecin ou établissement qui a traité un réclamant ou tout médecin consulté par un réclamant suite à un accident doit faire rapport à la Régie de ses constatations, traitements et recommandations à la demande de celle-ci et dans le délai prescrit. Il doit, de la même façon, fournir à la Régie tout autre rapport médical ou hospitalier qu'elle lui demande relativement à la victime.

1977, c. 68, a. 62.

non en vigueur

Rapport médical.

63. Le médecin qui examine une victime à la demande de la Régie doit faire un rapport à la Régie constatant l'état de la victime, sa capacité de travail, et dans le cas d'incapacité, la nature de celle-ci.

1977, c. 68, a. 63.

non en vigueur

Copie du rapport médical.

64. Lorsque la Régie a requis qu'un réclamant se soumettre à l'examen d'un médecin désigné par la Régie, elle doit, dès réception du rapport, en transmettre copie au médecin désigné par le réclamant.

1977, c. 68, a. 64.

non en vigueur

Paiement suspendu.

65. La Régie peut suspendre le paiement de l'indemnité à un réclamant qui refuse de se soumettre à un examen requis par la Régie ou qui entrave cet examen de quelque façon que ce soit. Le paiement de l'indemnité reste suspendu jusqu'à ce que l'examen ait été fait.

1977, c. 68, a. 65.

non en vigueur

Paiement réduit ou suspendu.

66. La Régie peut réduire le montant de l'indemnité ou en suspendre le paiement lorsque le réclamant, après avoir été avisé par la Régie, persiste, sans motif valable, dans des pratiques qui empêchent ou retardent sa guérison.

1977, c. 68, a. 66.

non en vigueur

Changement de situation.

67. Le réclamant doit, sans délai, aviser la Régie de tout changement dans sa situation pouvant influencer sur le droit à l'indemnité ou sur les ajustements à apporter au montant de celle-ci.

1977, c. 68, a. 67.

non en vigueur

Nouvelle décision.

68. La Régie peut, en tout temps, rendre une nouvelle décision si elle est d'avis qu'il s'est produit un changement de situation affectant le droit d'un réclamant à une indemnité ou pouvant influencer sur le montant de l'indemnité.

1977, c. 68, a. 68.

non en vigueur

Refus, cessation de paiement.

69. Une indemnité peut être refusée, ou le paiement peut en être discontinué ou suspendu par décision de la Régie,

1. lorsque le réclamant fournit des renseignements faux ou inexacts, ou

2. lorsqu'un réclamant, sans raison valable:

a) refuse un nouvel emploi ou refuse de reprendre son ancien emploi;

b) abandonne un emploi qu'il pourrait continuer à remplir;

c) refuse ou néglige de se prévaloir des mesures de réadaptation mises à sa disposition par la Régie ou par un établissement; ou

d) refuse ou néglige de fournir les renseignements requis pour l'application de la présente loi ou de donner les autorisations nécessaires pour l'obtention de ces renseignements.

1977, c. 68, a. 69.

non en vigueur

Renseignements confidentiels.

70. Sont confidentiels tous renseignements relatifs à un réclamant obtenus par la Régie en vertu de la présente loi. Sauf en conformité des dispositions de la présente loi, il est interdit à la Régie et aux personnes au service de celle-ci de communiquer ou de permettre que soit communiqué à une personne qui n'y a pas légalement droit un tel renseignement ou de permettre à une telle personne de prendre connaissance d'un document contenant un tel renseignement ou d'y avoir accès.

Communication.

Toutefois, un tel renseignement peut, sur demande écrite faite à la Régie par le réclamant ou son représentant autorisé, être communiqué, aux conditions prescrites, à une personne désignée dans la demande.

1977, c. 68, a. 70.

Renseignement.

71. La Régie peut obtenir tout renseignement d'un ministère ou d'un organisme du gouvernement chaque fois que la chose est nécessaire pour l'application de la présente loi.

1977, c. 68, a. 71.

Déposition prohibée.

72. Aucune personne au service de la Régie ou du gouvernement n'est tenue de faire, dans une poursuite judiciaire, une déposition ayant trait à un renseignement qui est confidentiel aux termes de

l'article 70, ni de produire un document contenant un tel renseignement.

1977, c. 68, a. 72.

Dispositions non applicables.

73. Les articles 70 et 72 ne s'appliquent pas en ce qui concerne les poursuites relatives à l'application de la présente loi.

1977, c. 68, a. 73.

non en vigueur

Indemnités saisissables.

74. Les indemnités versées sous forme de rente prévues aux articles 26 et 37 sont réputées être le salaire du bénéficiaire et sont saisissables à titre de dette alimentaire, en suivant les dispositions du dernier alinéa de l'article 553 du Code de procédure civile, *mutatis mutandis*. À l'égard de toute autre dette, ces indemnités sont insaisissables. Les autres indemnités versées en vertu du présent titre sont insaisissables.

1977, c. 68, a. 74.

non en vigueur

Remboursement.

75. Sous réserve des articles 54 et 58, quiconque a reçu ou obtenu une indemnité à laquelle il n'a pas droit, doit immédiatement la rembourser.

Remboursement.

Quiconque a reçu une indemnité dont le montant excède celui auquel il a droit, doit immédiatement rembourser le trop-perçu.

1977, c. 68, a. 75.

non en vigueur

Recouvrement par la Régie.

76. Lorsqu'une personne reçoit une indemnité à laquelle elle n'a aucun droit ou dont le montant excède celui auquel elle a droit, le montant de cette indemnité ou le trop-perçu peuvent, pendant un délai de trois ans, être recouvrés par la Régie.

Déduction de dette.

Le montant de cette dette peut, de la manière prescrite, être déduit de toute somme due à cette personne par la Régie.

Remise de dette.

La Régie peut remettre cette dette, si elle juge que le montant n'en peut être recouvré eu égard aux circonstances.

1977, c. 68, a. 76.

non en vigueur

Mise en demeure.

77. Lorsqu'une dette visée par les articles 75 et 76 n'a pas été recouvrée ou remise par la Régie, cette dernière doit mettre en demeure le débiteur au moyen d'un avis écrit qui énonce les motifs pour lesquels, selon la Régie, le montant y indiqué est exigible et mentionne le droit du débiteur de se pourvoir à l'encontre de cette décision selon l'article 56.

1977, c. 68, a. 77.

non en vigueur

Certificat de dette.

78. Lorsque le débiteur est en défaut de se pourvoir comme ci-dessus ou lorsque la décision de la Régie est maintenue par la Commission des affaires sociales, le président ou le secrétaire de la Régie peut délivrer un certificat

a) attestant le défaut du débiteur de se pourvoir à l'encontre de la décision de la Régie ou, selon le cas, alléguant la décision de la Commission des affaires sociales qui maintient la décision de la Régie, et

b) attestant l'exigibilité de la dette et le montant dû.

1977, c. 68, a. 78.

non en vigueur

Homologation.

79. Sur dépôt au greffe du tribunal compétent quant au montant réclamé, de copie certifiée d'une décision de la Commission des affaires sociales, s'il en est, ou du certificat visé dans l'article 78, lequel fait preuve de la décision de la Régie ou de la Commission des affaires sociales, ainsi que de l'exigibilité de la dette et du montant dû, le tribunal peut, sur requête sommaire de la Régie, homologuer, avec dépens contre le débiteur, l'une ou l'autre des décisions ci-dessus, laquelle devient exécutoire comme tout autre jugement.

1977, c. 68, a. 79.

non en vigueur

Requête.

80. La requête est présentée devant le tribunal du district du domicile ou de la résidence du débiteur; elle doit être signifiée à ce dernier de la même manière et avec le même délai qu'un bref d'assignation ordinaire en Cour supérieure.

1977, c. 68, a. 80.

non en vigueur

Nulle contestation.

81. Nulle contestation ne peut être engagée sur une demande d'homologation.

1977, c. 68, a. 81.

non en vigueur

Exécution.

82. La décision homologuée est exécutoire quinze jours après la date à laquelle elle a été homologuée.

1977, c. 68, a. 82.

non en vigueur

Sans appel.

83. Le jugement d'homologation et la décision homologuée sont sans appel.

1977, c. 68, a. 83.

non en vigueur

TITRE III

L'INDEMNISATION DU DOMMAGE MATÉRIEL — RESPONSABILITÉ CIVILE ET RÉGIME D'ASSURANCE

non en vigueur

CHAPITRE I

RÉGIME D'ASSURANCE

non en vigueur

SECTION I

ASSURANCE OBLIGATOIRE

non en vigueur

Assurance obligatoire pour
dommage matériel.

84. Le propriétaire de toute automobile circulant au Québec doit détenir, suivant la section II du présent chapitre, un contrat d'assurance de responsabilité garantissant l'indemnisation du dommage matériel causé par cette automobile.

1977, c. 68, a. 84.

non en vigueur

SECTION II

LE CONTRAT D'ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ

non en vigueur

Garantie du propriétaire,
conducteur.

85. Le contrat d'assurance de responsabilité doit garantir le propriétaire de l'automobile et toute personne qui conduit l'automobile, à l'exception de celui qui l'a obtenue par vol, contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant leur incomber en raison du dommage matériel causé lors d'un accident au Canada et aux États-Unis.

Garantie du propriétaire.

Le contrat d'assurance de responsabilité doit garantir aussi le propriétaire assuré contre les conséquences pécuniaires de sa responsabilité lorsqu'il conduit l'automobile d'un tiers.

Garantie.

Le contrat d'assurance de responsabilité doit garantir également les personnes visées dans le présent article contre les conséquences pécuniaires de leur responsabilité pour les dommages corporels causés par l'automobile hors du Québec, ailleurs au Canada et aux États-Unis.

1977, c. 68, a. 85.

non en vigueur

Garanties réputées égales.

86. Nonobstant toute stipulation à l'effet contraire qui y serait contenue, le contrat d'assurance est réputé comporter des garanties au moins égales à celles requises par la présente loi et ses règlements.

1977, c. 68, a. 86.

non en vigueur

Montant minimum
d'assurance.

87. Le montant obligatoire minimum de l'assurance de responsabilité est de cinquante mille dollars.

1977, c. 68, a. 87.

non en vigueur

Montant minimum hors
Québec.

88. Il doit être stipulé au contrat que pour les fins du troisième alinéa de l'article 85, le montant d'assurance de responsabilité est égal au montant minimum d'assurance de responsabilité en vigueur dans l'état, province ou territoire du Canada ou des États-Unis où survient l'accident lorsque ce montant est supérieur au montant d'assurance de responsabilité souscrit par l'assuré.

Moyen de défense interdit.

Il doit également être stipulé au contrat que l'assureur n'aura recours à aucun moyen de défense interdit aux assureurs de l'endroit du sinistre si ce dernier est survenu au Canada ou aux États-Unis.

1977, c. 68, a. 88.

non en vigueur

Franchise.

89. Il peut être stipulé au contrat d'assurance que l'assuré conservera à sa charge une partie de l'indemnité due à la victime par franchise ou autrement; en ce cas, l'assureur est quand même responsable envers la victime du paiement de l'indemnité entière, y compris la partie qui, en vertu du contrat, reste à la charge de l'assuré.

Subrogation.

L'assureur est alors subrogé aux droits de la victime contre l'assuré pour la part qu'il a dû payer à la victime mais que l'assuré a conservé à sa charge en vertu du contrat.

1977, c. 68, a. 89.

non en vigueur

Renouvellement.

90. Le contrat d'assurance est renouvelé de plein droit, pour une prime identique et pour la même période, à chaque échéance du contrat, à moins d'un avis contraire émanant de l'assureur ou de l'assuré; lorsqu'il émane de l'assureur, l'avis de non-renouvellement ou de modification de la prime doit être adressé à l'assuré, à sa dernière adresse connue, au plus tard le trentième jour précédant et incluant le jour de l'échéance.

Courtier.

Lorsque l'assuré fait affaires par l'entremise d'un courtier, l'avis prévu dans le premier alinéa est transmis par l'assureur au courtier, à charge par ce dernier de le remettre à l'assuré.

1977, c. 68, a. 90.

non en vigueur

Résiliation.

91. L'assureur peut résilier le contrat dans les soixante jours de sa date d'entrée en vigueur sur simple avis à l'assuré; en ce cas, le contrat se termine quinze jours après la réception de cet avis.

Résiliation prohibée.

À l'expiration de cette période de 60 jours, le contrat d'assurance ne peut être résilié par l'assureur qu'en cas d'aggravation du risque de nature à influencer sensiblement un assureur raisonnable dans la

décision de continuer à assurer, ou lorsque la prime n'a pas été payée.
Avis écrit. L'assureur qui veut ainsi résilier le contrat doit en donner avis écrit à l'assuré; la résiliation prend effet trente jours après réception de cet avis.

1977, c. 68, a. 91.

non en vigueur

Annulation.

92. L'assureur ne peut demander l'annulation du contrat que si l'assuré a fait de fausses déclarations ou réticences sur les circonstances connues de lui qui sont de nature à influencer sensiblement un assureur raisonnable dans la décision d'accepter le risque.

1977, c. 68, a. 92.

non en vigueur

Commission.

93. L'assureur doit, sur tout document faisant état du montant de la prime exigée pour le contrat d'assurance, indiquer clairement le montant et le pourcentage de la commission qui sont versés au courtier d'assurance ou à l'agent d'assurance; cette mention doit aussi apparaître sur tout tel document émanant d'un courtier ou d'un agent.

Frais de mise en marché.

L'assureur qui ne fait pas affaires par l'entremise de courtiers doit, sur tout document faisant état du montant de la prime exigée pour le contrat d'assurance, indiquer clairement le montant et le pourcentage de ses frais de mise en marché, tels que déterminés par règlement du gouvernement sur recommandation du surintendant des assurances.

1977, c. 68, a. 93.

non en vigueur

Assurance contractée par un tiers.

94. L'assurance contractée par une personne autre que le propriétaire ne dégage ce dernier de son obligation en vertu de l'article 84 que si l'identité de ce propriétaire a été déclarée à l'assureur et que mention en est faite au contrat d'assurance.

1977, c. 68, a. 94.

non en vigueur

Saisie d'une automobile.

95. Nulle opposition, contestation ou intervention n'est recevable à l'encontre de la saisie d'une automobile qui a causé un accident donnant ouverture au paiement d'une indemnité, à moins que le propriétaire ne prouve qu'il a contracté l'assurance de responsabilité.

1977, c. 68, a. 95.

non en vigueur

SECTION III

L'ATTESTATION D'ASSURANCE ET L'ATTESTATION DE SOLVABILITÉ

non en vigueur

Déclaration du propriétaire.

96. Une automobile ne peut être immatriculée à moins que ne soit fournie au directeur une déclaration du propriétaire de l'automobile attestant qu'il a satisfait aux obligations imposées par la présente loi concernant l'assurance de responsabilité.

Contenu.

La déclaration doit énoncer le nom de l'assureur et, sauf dans le cas d'une personne qui détient une attestation provisoire visée dans l'article 98, le numéro de la police et sa date d'expiration.

Attestation de solvabilité.

Les mentions prévues au deuxième alinéa ne sont pas requises dans le cas d'une personne qui a obtenu du Fonds d'indemnisation une attestation de solvabilité conformément à l'article 102.

Obligation de fournir.

Le directeur peut en outre exiger en tout temps de toute personne qu'elle fournisse une telle déclaration de même qu'une attestation d'assurance ou de solvabilité.

1977, c. 68, a. 96.

non en vigueur

Attestation d'assurance.

97. L'assureur doit, sans frais, délivrer une attestation d'assurance pour chacune des automobiles assurées par la police, indiquant:

1. le nom et l'adresse de l'assureur;
2. le nom et l'adresse du propriétaire de l'automobile et, le cas échéant, de la personne assurée;
3. le numéro de la police et la période de validité de cette dernière;
4. s'il s'agit d'un garagiste, la mention de ce fait;
5. sauf s'il s'agit d'un garagiste, les caractéristiques de l'automobile, notamment le numéro du châssis;
6. toute autre mention déterminée par règlement du gouvernement.

1977, c. 68, a. 97.

non en vigueur

Délai.

98. L'assureur émet l'attestation d'assurance au plus tard dans les vingt et un jours de la demande d'assurance.

Attestation provisoire.

Si l'attestation d'assurance n'est pas émise dès le moment de l'acceptation, l'assureur doit délivrer, sans frais, au moment de l'acceptation, une attestation provisoire pour une durée de vingt et un jours; cette attestation doit indiquer les mentions prévues aux paragraphes 1, 2 et 4 à 6 de l'article 97 ainsi que la période de validité de l'attestation.

1977, c. 68, a. 98.

non en vigueur

Contrat annulé ou résilié.

99. Si le contrat d'assurance est annulé ou résilié avant la date d'expiration, l'assuré doit remettre l'attestation d'assurance ou l'attestation provisoire à l'assureur qui doit aviser sans délai le directeur de l'annulation ou de la résiliation de la police.

Non-renouvellement.

Le directeur peut aussi exiger de l'assureur qu'il l'avise du non-renouvellement du contrat d'assurance.

1977, c. 68, a. 99.

non en vigueur

Renseignements.

100. Le directeur peut en tout temps exiger de tout assureur les renseignements qui lui sont nécessaires à l'exercice de ses pouvoirs et qui concernent l'obligation visée dans l'article 84.

1977, c. 68, a. 100.

non en vigueur

Dispense.

101. Le gouvernement, ses agents et mandataires sont dispensés de l'obligation de contracter l'assurance prévue par l'article 84.

1977, c. 68, a. 101.

non en vigueur

Preuve de solvabilité.

102. La dispense de l'obligation de contracter l'assurance prévue par l'article 84 peut également être accordée par le Fonds d'indemnisation à toute personne qui produit une preuve de solvabilité en la manière prévue par la présente loi et selon les modalités déterminées par règlement du gouvernement.

Attestation de solvabilité.

Sur production de cette preuve de solvabilité qui doit s'étendre pendant toute la durée de l'immatriculation, le Fonds d'indemnisation peut émettre une attestation de solvabilité.

1977, c. 68, a. 102.

non en vigueur

Droits et obligations du gouvernement.

103. À l'égard de toute automobile dont il est propriétaire, le gouvernement, ses agents et mandataires ou une personne visée dans l'article 102, ont les droits et les obligations d'un assureur en vertu de la présente loi.

Responsabilité.

Si une personne s'est emparée par vol d'une automobile leur appartenant, le gouvernement, ses agents et mandataires ou une personne visée dans l'article 102, sont tenues, à l'égard de la victime, des obligations mises à la charge du Fonds d'indemnisation.

1977, c. 68, a. 103.

non en vigueur

Attestation de solvabilité.

104. Le Fonds d'indemnisation peut délivrer à une personne une attestation de solvabilité si, à sa satisfaction, et selon les modalités déterminées par règlement du gouvernement:

1. cette personne fournit un cautionnement d'une corporation autorisée à se porter caution en justice;

2. cette personne fait un dépôt en argent ou en obligations émises ou garanties par le Québec; ou

3. dans le cas d'une corporation, celle-ci produit un certificat attestant qu'elle a, en fiducie, un fonds d'assurance distinct suffisant.

1977, c. 68, a. 104.

non en vigueur

Contenu. **105.** L'attestation de solvabilité visée dans l'article 102 doit indiquer:

1. la date de l'attestation et la période pour laquelle elle est émise;

2. le nom et l'adresse de la personne à qui l'attestation est octroyée;

3. la description de l'automobile dont cette personne est propriétaire, sauf s'il s'agit d'un garagiste ou d'une corporation visée dans le paragraphe 3 de l'article 104;

4. si l'attestation est octroyée à un garagiste, la mention de ce fait;

5. le montant obligatoire minimum requis par l'article 87;

6. toute autre mention déterminée par règlement du gouvernement.

Corporation. Lorsqu'il s'agit d'une corporation visée dans le paragraphe 3 de l'article 104, le Fonds d'indemnisation met à la disposition de la corporation des formules pour chacune des automobiles dont elle est propriétaire attestant en la manière déterminée par règlement du gouvernement que la corporation détient l'attestation de solvabilité visée dans l'article 102.

1977, c. 68, a. 105.

non en vigueur

Garagistes. **106.** Les garagistes doivent détenir un contrat d'assurance de responsabilité, tant pour eux-mêmes que pour les personnes qui sont sous leur autorité; ce contrat doit les garantir contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant leur incomber suite à un dommage matériel causé par les automobiles qui leur sont confiées en raison de leurs fonctions ou de leur activité habituelle.

1977, c. 68, a. 106.

non en vigueur

Perte ou vol des documents. **107.** En cas de perte ou de vol des documents prévus par le présent titre, l'assureur ou l'autorité compétente en délivre un duplicata sur demande de la personne au profit de laquelle le document original avait été établi.

Duplicata. Le duplicata indique, outre les mentions du document original, la date à laquelle il est établi et le mot «duplicata»; le duplicata a valeur de document original.

1977, c. 68, a. 107.

non en vigueur

CHAPITRE II

RESPONSABILITÉ CIVILE

non en vigueur

Propriétaire.

Responsabilité repoussée ou atténuée.

108. Le propriétaire de l'automobile est responsable du dommage matériel causé par cette automobile.

Il ne peut repousser ou atténuer cette responsabilité qu'en faisant la preuve:

1. que le dommage a été causé par la faute de la victime, d'un tiers, ou par cas forfuit autre que celui résultant de l'état ou du fonctionnement de l'automobile, du fait ou de l'état de santé du conducteur ou d'un passager;

2. que, lors de l'accident, il avait été dépossédé de son automobile par vol et qu'il n'avait pu encore la recouvrer, sauf toutefois les cas visés dans l'article 103;

3. que, lors de l'accident survenu en dehors d'un chemin public, l'automobile était en la possession d'un garagiste ou d'un tiers pour remisage, réparation ou transport.

Personne en possession.

La personne en possession de l'automobile est responsable comme si elle en était le propriétaire dans les cas visés dans les paragraphes 2 et 3 du deuxième alinéa.

Responsabilité au delà de l'assurance obligatoire.

La responsabilité du propriétaire s'applique même au delà du montant d'assurance obligatoire minimum; l'assureur est directement responsable envers la victime du paiement de l'indemnité qui pourrait lui être due, jusqu'à concurrence du montant de l'assurance souscrite.

1977, c. 68, a. 108.

non en vigueur

Conducteur.

109. Le conducteur d'une automobile est pareillement et solidairement responsable avec le propriétaire, à moins qu'il ne prouve que l'accident a été causé par la faute de la victime, d'un tiers ou par cas forfuit autre que celui résultant de son état de santé ou du fait d'un passager.

1977, c. 68, a. 109.

non en vigueur

Automobile immatriculée au nom d'un tiers.

110. Lorsqu'une automobile est immatriculée au nom d'une personne autre que le propriétaire, cette personne est solidairement responsable avec le propriétaire, à moins qu'elle ne prouve que l'immatriculation a été faite par fraude et qu'elle en ignorait l'existence.

1977, c. 68, a. 110.

non en vigueur

L'assureur du conducteur.

111. L'assureur du conducteur d'une automobile n'est tenu de contribuer au paiement d'un dommage que subit une victime et dont

le propriétaire est responsable que dans la mesure où ce dommage excède l'obligation de l'assureur du propriétaire de cette automobile envers ce dernier.

1977, c. 68, a. 111.

non en vigueur

Garagiste.

112. Tout contrat d'assurance ne désignant pas expressément les automobiles assurées et garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile des garagistes, doit couvrir en priorité sur tout autre contrat d'assurance, les dommages matériels causés par les automobiles n'appartenant pas au garagiste mais qui font au moment de l'accident l'objet d'une activité professionnelle de garagiste; la garantie des autres contrats d'assurance ne s'applique qu'en cas d'insuffisance de la garantie du contrat d'assurance du garagiste.

1977, c. 68, a. 112.

non en vigueur

Plusieurs automobiles.

113. La responsabilité établie par les articles 108 à 112 s'applique même si l'accident implique plusieurs automobiles.

Responsabilité solidaire.

Entre les propriétaires qui ne peuvent s'exonérer, la responsabilité est solidaire et, en l'absence de preuve de fautes inégales, cette responsabilité est présumée égale entre chaque propriétaire.

1977, c. 68, a. 113.

non en vigueur

Transport public.

114. Nonobstant les dispositions du présent chapitre, lorsqu'un accident implique une automobile effectuant un transport public ou un transport à titre onéreux dans le cours normal des affaires, son propriétaire ou son assureur répond seul des dommages matériels subis par les passagers, sans préjudice de son droit d'être subrogé contre l'auteur de l'accident.

Autres dommages.

La contribution aux autres dommages s'établit selon les dispositions du présent titre.

1977, c. 68, a. 114.

non en vigueur

CHAPITRE III

L'INDEMNISATION DU DOMMAGE MATÉRIEL

non en vigueur

Règles du droit commun.

115. La victime d'un dommage matériel causé par une automobile est indemnisée suivant les règles du droit commun dans la mesure où les articles 108 à 114 n'y dérogent pas.

1977, c. 68, a. 115.

non en vigueur

Recours contre l'assureur.

116. Le recours du propriétaire en raison du dommage subi par son automobile ne peut être exercé que contre l'assureur avec lequel il a contracté l'assurance visée dans l'article 84 dans la mesure où la convention d'indemnisation directe visée dans l'article 173 s'applique.

Règles de droit commun.

Toutefois, le propriétaire peut, s'il n'est pas satisfait du règlement effectué suivant la convention, exercer ce recours contre l'assureur suivant les règles du droit commun dans la mesure où les articles 108 à 114 n'y dérogent pas.

1977, c. 68, a. 116.

non en vigueur

Renonciation.

117. La renonciation, par une victime ou par un assuré, à un droit découlant des dispositions du présent titre ne lui est opposable que si elle est faite par écrit et porte sa signature.

1977, c. 68, a. 117.

non en vigueur

Marc le dollar.

118. Si le montant d'assurance est insuffisant pour acquitter toutes les indemnités payables à la suite d'un même accident, l'assureur paie ces indemnités au marc le dollar.

1977, c. 68, a. 118.

non en vigueur

Paiement obligatoire par l'assureur.

119. L'assureur d'une personne soumise à l'obligation de l'article 84 ne peut, jusqu'à concurrence du montant obligatoire d'assurance de responsabilité, opposer au tiers aucune nullité, déchéance ou exception susceptibles d'être invoquées contre l'assuré; jusqu'à concurrence de ce montant, l'assureur reste tenu de payer les indemnités et, dans la mesure permise par l'article 120, est subrogé aux droits du tiers contre l'assuré.

1977, c. 68, a. 119.

non en vigueur

Assureur non subrogé.

120. L'assureur n'a pas droit de subrogation contre l'assuré ou contre une personne dont la responsabilité est garantie par le contrat d'assurance, sauf lorsque l'assureur paie une indemnité à laquelle il n'est pas obligé en vertu du contrat d'assurance.

1977, c. 68, a. 120.

non en vigueur

Automobile volée.

121. Lorsqu'une automobile est impliquée dans un accident alors qu'elle est conduite par une personne qui s'en est emparée par vol ou qui savait qu'elle avait été volée, l'assureur est dégagé de toute obligation à l'égard de cette personne et de tout receleur.

Recours contre le voleur et receleur.

L'assureur du propriétaire de l'automobile peut également leur

réclamer solidairement le montant des indemnités payées en conséquence de l'accident.

1977, c. 68, a. 121.

non en vigueur

TITRE IV

FONDS D'INDEMNISATION

non en vigueur

CHAPITRE I

CONSTITUTION DU FONDS D'INDEMNISATION

non en vigueur

Constitution.

122. Un Fonds d'indemnisation des victimes d'un dommage matériel causé par une automobile est constitué par la présente loi.

1977, c. 68, a. 122.

non en vigueur

Pouvoirs.

123. Le Fonds d'indemnisation est une corporation au sens du Code civil; il est investi des pouvoirs généraux d'une telle corporation et des pouvoirs particuliers que la présente loi lui confère.

Pouvoirs.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, le Fonds d'indemnisation a les pouvoirs suivants:

- a) intervenir dans toute action résultant d'accident d'automobile;
- b) transiger ou faire des compromis.

1977, c. 68, a. 123.

non en vigueur

Mandataire du
gouvernement.

124. Le Fonds d'indemnisation jouit des droits et privilèges d'un mandataire du gouvernement.

Domaine public.

Les biens du Fonds d'indemnisation font partie du domaine public, mais l'exécution de ses obligations peut être poursuivie sur ces biens.

Fonds lié.

Le Fonds d'indemnisation n'engage que lui-même lorsqu'il agit en son propre nom.

1977, c. 68, a. 124.

non en vigueur

Administration par la
Régie.

125. Le Fonds d'indemnisation est administré par la Régie; il a son siège social au siège social de la Régie et le conseil d'administration de la Régie tient lieu de conseil d'administration du Fonds d'indemnisation. Les dispositions de la Loi sur la Régie de l'assurance automobile du Québec (chapitre R-4) concernant le conseil d'administration de la Régie s'appliquent *mutatis mutandis* au conseil d'administration du Fonds d'indemnisation.

1977, c. 68, a. 125.

non en vigueur

Président et directeur
général.

126. Le président de la Régie est président et directeur général du Fonds d'indemnisation et le secrétaire de la Régie est secrétaire du Fonds d'indemnisation.

1977, c. 68, a. 126.

non en vigueur

Responsabilité.

127. Le président directeur général du Fonds d'indemnisation est responsable de son administration dans le cadre de ses règlements de régie interne; ces règlements sont approuvés par le gouvernement et entrent en vigueur lors de cette approbation.

1977, c. 68, a. 127.

non en vigueur

Fonctionnaires et employés.

128. Les fonctionnaires et employés du Fonds d'indemnisation sont nommés et rémunérés suivant la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3).

Pouvoirs de sous-chefs.

Le président de la Régie exerce à cet égard les pouvoirs que ladite loi attribue aux sous-chefs de ministère.

1977, c. 68, a. 128.

non en vigueur

Enquête.

129. Dans l'exercice de ses pouvoirs, le Fonds d'indemnisation peut, par lui-même ou une personne qu'il désigne, enquêter sur toute matière de sa compétence.

Pouvoirs et immunités.

À ces fins, le Fonds d'indemnisation et toute telle personne sont investis des pouvoirs et immunités des commissaires nommés en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête (chapitre C-37).

1977, c. 68, a. 129.

non en vigueur

Immunité.

130. Les membres du conseil d'administration de même que les fonctionnaires et employés du Fonds d'indemnisation ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

1977, c. 68, a. 130.

non en vigueur

Recours extraordinaire.

131. Aucun recours extraordinaire, aucune mesure provisionnelle ne peut obliger le Fonds d'indemnisation à faire ou à ne pas faire un acte qui découle de l'exercice de ses fonctions ou de l'autorité qui lui est légalement conférée.

1977, c. 68, a. 131.

non en vigueur

Bref annulé.

132. Deux juges de la Cour d'appel peuvent, sur requête, annuler

sommairement tout bref et toute ordonnance ou injonction délivrés ou accordés à l'encontre de l'article 131.

1977, c. 68, a. 132.

non en vigueur

Enquêteur.

133. Il est interdit d'entraver le travail d'un enquêteur ou d'un inspecteur du Fonds d'indemnisation dans l'exercice de ses fonctions, de le tromper par des réticences ou par des déclarations fausses et mensongères ou de refuser d'obéir à tout ordre qu'il peut donner en vertu de la présente loi.

Certificat.

Cet enquêteur ou cet inspecteur doit, s'il en est requis, exhiber un certificat attestant sa qualité signé par le président du Fonds d'indemnisation ou par une personne autorisée par lui à cette fin.

1977, c. 68, a. 133.

non en vigueur

Ententes.

134. Le Fonds d'indemnisation peut, conformément à la loi, conclure des ententes avec un autre gouvernement au Canada, un gouvernement étranger ou avec un ministère ou un organisme de l'un de ces gouvernements, en vue de l'application de la présente loi.

1977, c. 68, a. 134.

non en vigueur

Financement.

135. Les deniers requis le financement du Fonds d'indemnisation lui sont versés par la Régie.

Financement.

Le Fonds d'indemnisation est aussi alimenté des montants qu'il recouvre lorsque la subrogation ou le recours contre l'auteur d'un dommage est permis par la présente loi.

1977, c. 68, a. 135.

non en vigueur

Emprunts.

136. Avec l'autorisation préalable du gouvernement, le Fonds d'indemnisation peut contracter des emprunts par billets, obligations ou autres titres au taux d'intérêt et aux autres conditions que détermine le gouvernement.

1977, c. 68, a. 136.

non en vigueur

Garanties d'emprunt.

137. Le gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine:

1. garantir le paiement en capital et intérêt de tout emprunt du Fonds d'indemnisation;
2. garantir l'exécution de toute autre obligation de ce dernier;
3. autoriser le ministre des finances à avancer au Fonds d'indemnisation tout montant jugé nécessaire pour l'exécution de la présente loi au taux d'intérêt, pour le laps de temps et aux autres conditions qu'il détermine.

Fonds consolidé.

Les sommes que le gouvernement peut être appelé à payer en vertu

de ces garanties ou à avancer au Fonds d'indemnisation sont prises à même le fonds consolidé du revenu.

1977, c. 68, a. 137.

non en vigueur

Sommes non utilisées.

138. Les sommes dont le Fonds d'indemnisation prévoit ne pas avoir besoin à court terme pour le paiement de ses obligations et pour son administration sont déposées sans délai auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec.

1977, c. 68, a. 138.

non en vigueur

Exercice financier.

139. L'exercice financier du Fonds d'indemnisation se termine le dernier jour de février de chaque année.

1977, c. 68, a. 139.

non en vigueur

Rapport annuel.

140. Le Fonds d'indemnisation doit, au plus tard le 31 mai de chaque année, remettre au ministre un rapport de ses activités pour l'exercice financier précédent; ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le ministre peut exiger.

Dépôt.

Le ministre dépose le rapport du Fonds d'indemnisation devant l'Assemblée nationale s'il le reçoit en cours de session; sinon, ou s'il le reçoit après un ajournement, il le dépose dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

Renseignement.

Le Fonds d'indemnisation doit fournir au ministre tout autre renseignement que ce dernier requiert quant à ses opérations.

1977, c. 68, a. 140.

non en vigueur

Vérificateur général.

141. Les livres et les comptes du Fonds d'indemnisation sont vérifiés chaque année par le vérificateur général et, en outre, chaque fois que le décrète le gouvernement; ces rapports doivent accompagner le rapport annuel du Fonds d'indemnisation.

1977, c. 68, a. 141.

non en vigueur

CHAPITRE II

OPÉRATION DU FONDS D'INDEMNISATION

non en vigueur

Demande au Fonds.

142. La victime d'un dommage matériel, ainsi que la victime d'un dommage corporel visée dans le paragraphe b de l'article 17 qui ont obtenu au Québec un jugement définitif en leur faveur suite à un accident d'automobile survenu au Québec, peuvent, dans un délai

d'un an, demander au Fonds d'indemnisation de satisfaire à ce jugement selon les règles et conditions contenues au présent chapitre.

1977, c. 68, a. 142.

non en vigueur

Paielement maximum.

143. Sous réserve du deuxième alinéa, à l'égard des victimes visées dans l'article 142, le Fonds d'indemnisation doit satisfaire au jugement rendu jusqu'à concurrence d'une somme maximum de cinquante mille dollars par accident.

Domage corporel.

Dans le cas d'une victime d'un dommage corporel visée dans le paragraphe b de l'article 17, ce dommage est, jusqu'à concurrence de quarante-cinq mille dollars, payable par préférence aux dommages aux biens.

Intérêt et frais judiciaires.

L'obligation du Fonds d'indemnisation s'étend également aux intérêts et aux frais judiciaires qui ne peuvent être calculés sur un montant supérieur à cinquante mille dollars.

1977, c. 68, a. 143.

non en vigueur

Déclaration assermentée.

144. Les victimes visées dans l'article 142 font leur demande au Fonds d'indemnisation par une déclaration sous serment:

a) attestant qu'il n'a été aucunement satisfait au jugement, ou indiquant, le cas échéant, la somme payée, la valeur de la dation en paiement effectuée ou des services rendus en compensation partielle;

b) démontrant qu'aucun assureur ne bénéficiera du montant réclamé; et

c) révélant toute autre réclamation possible du même accident.

1977, c. 68, a. 144.

non en vigueur

Exécution du jugement.

145. Dans les sept jours de la réception de la demande accompagnée d'une copie authentique du jugement, le Fonds d'indemnisation doit y satisfaire, jusqu'à concurrence du montant indiqué dans l'article 143, déduction faite de ce montant de toute somme ou valeur reçue par le réclamant et déduction faite de tout montant dû pour dommages à des biens de la somme de deux cent cinquante dollars.

Paielement différé.

Si, toutefois, il y a possibilité de réclamations dépassant le montant visé dans le premier alinéa, le Fonds d'indemnisation peut surseoir au paiement dans la mesure jugée nécessaire jusqu'à la liquidation des autres réclamations.

1977, c. 68, a. 145.

non en vigueur

Subrogation.

146. Le paiement par le Fonds d'indemnisation lui transporte tous les droits du réclamant sans restriction.

Certificat.

Cette cession est dénoncée au protonotaire ou greffier de la Cour qui a rendu le jugement par la production d'un certificat du Fonds

d'indemnisation attestant qu'il est subrogé aux droits du réclamant et le Fonds d'indemnisation a dès lors droit à l'exécution en son nom.

1977, c. 68, a. 146.

non en vigueur

Jugement par défaut, *ex parte*.

147. Un jugement rendu par défaut, *ex parte*, sur confession de jugement, sur consentement, ou en l'absence du défendeur ou de son procureur, ne peut faire l'objet d'une demande au Fonds d'indemnisation à moins qu'un avis de trente jours de l'intention du demandeur de procéder ainsi n'ait été donné au Fonds d'indemnisation. Celui-ci peut alors intervenir dans l'instance et invoquer tout moyen de défense que le défendeur aurait pu faire valoir sans égard à tout consentement ou confession de jugement.

1977, c. 68, a. 147.

non en vigueur

Propriétaire ou conducteur inconnu.

148. Les victimes ayant une réclamation susceptible de faire l'objet d'une demande au Fonds d'indemnisation et qui ne peuvent découvrir l'identité du conducteur ou du propriétaire de l'automobile cause de l'accident doivent en donner au Fonds d'indemnisation un avis circonstancié dans les quatre-vingt-dix jours de l'accident; le défaut de donner cet avis ne prive pas ces victimes de leur droit d'action, si elles prouvent qu'elles furent empêchées de donner cet avis pour des raisons jugées suffisantes.

Poursuite.

À défaut de règlement dans les soixante jours, ces victimes peuvent intenter contre le Fonds d'indemnisation une poursuite et le Fonds d'indemnisation est tenu de satisfaire au jugement jusqu'à concurrence des montants indiqués dans l'article 143, déduction faite de tout montant dû pour dommages à des biens de la somme de deux cent cinquante dollars.

1977, c. 68, a. 148.

non en vigueur

Demande prohibée.

149. Les personnes suivantes ne peuvent faire une demande au Fonds d'indemnisation:

1. l'assureur, le gouvernement, ses agents et mandataires, ainsi que toute personne dispensée par le Fonds d'indemnisation en vertu de l'article 102 de contracter l'assurance de responsabilité;
2. la personne qui subit un dommage à l'occasion d'une course d'automobiles ou d'une épreuve de vitesse, sur un parcours qui est, de façon permanente ou temporaire, fermé à toute autre circulation automobile, à l'égard des dommages causés par une automobile engagée dans la course ou l'épreuve;
3. pour les objets qui, lors de l'accident, étaient transportés dans l'automobile du débiteur, le propriétaire de ceux-ci;
4. les personnes domiciliées dans un état, province ou territoire

où les personnes résidant au Québec ne bénéficient pas de droits équivalents à ceux accordés par le présent titre.

1977, c. 68, a. 149.

TITRE V

FINANCEMENT DE LA RÉGIE ET DU FONDS D'INDEMNISATION

non en vigueur

Deniers requis.

150. Les deniers requis pour le financement de la Régie et du Fonds d'indemnisation sont versés à la Régie par le Bureau des véhicules automobiles, conformément aux dispositions des articles 216 et 218 du chapitre 68 des lois de 1977 et par le ministre du revenu conformément aux dispositions de l'article 242 du chapitre 68 des lois de 1977.

Deniers requis.

La Régie et le Fonds d'indemnisation sont aussi alimentés des montants qu'ils recouvrent lorsque la subrogation ou le recours contre l'auteur d'un accident est permis par la présente loi ou par la Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile (chapitre I-5) en autant qu'elle est applicable.

1977, c. 68, a. 150.

Permis de conduire et
immatriculation.

151. La Régie fixe annuellement, après expertise actuarielle et avec l'approbation du gouvernement, les sommes exigibles lors de l'émission de tout permis de conduire et de l'immatriculation d'une automobile aux fins du premier alinéa de l'article 150.

1977, c. 68, a. 151.

Paiement à satisfaire.

152. Les sommes fixées annuellement par la Régie en vertu de l'article 151 ainsi que celles qu'elle reçoit du ministre du revenu conformément aux dispositions de l'article 242 du chapitre 68 des lois de 1977 doivent être suffisantes pour permettre le paiement de la totalité des indemnités auxquelles ont droit les victimes d'un accident survenu au cours de l'exercice financier en vue duquel ces sommes sont fixées, le paiement des obligations du Fonds d'indemnisation ainsi que le paiement des frais d'administration de la Régie et du Fonds d'indemnisation.

Paiement à satisfaire.

Elles doivent également être fixées de façon à ce que l'actif de la Régie, déduction faite de ses dettes et de toute réserve de stabilisation qu'elle peut établir, soit suffisant pour couvrir le montant, évalué conformément à l'article 153, nécessaire au paiement de toutes les indemnités, présentes et futures, découlant d'accidents survenus au cours des exercices précédents.

1977, c. 68, a. 152.

non en vigueur

Évaluation actuarielle. **153.** La Régie doit évaluer actuariellement à la fin de son exercice financier le montant nécessaire au paiement de toutes les indemnités, présentes et futures, découlant d'accidents survenus avant cette date.
1977, c. 68, a. 153.

«Fellow». **154.** L'expertise visée dans l'article 151 et l'évaluation visée dans l'article 153 doivent être faites par un actuaire membre de l'Institut canadien des actuaires ayant le titre de «fellow» ou un statut que cet institut reconnaît comme équivalent.
1977, c. 68, a. 154.

Sommes non utilisées. **155.** Les sommes dont la Régie prévoit ne pas avoir besoin à court terme pour le paiement de ses obligations et pour son administration sont déposées sans délai auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec.
1977, c. 68, a. 155.

non en vigueur

TITRE VI

CORPORATION DES ASSUREURS AGRÉÉS

non en vigueur

Constitution. **156.** Une Corporation des assureurs agréés, ci-après appelée la «Corporation», est constituée par la présente loi.
1977, c. 68, a. 156.

non en vigueur

Pouvoirs. **157.** La Corporation est une corporation au sens du Code civil; elle est investie des pouvoirs généraux d'une telle corporation et des pouvoirs particuliers que la présente loi lui confère.
1977, c. 68, a. 157.

non en vigueur

Siège social. **158.** La Corporation a son siège social au Québec, à l'endroit choisi par la Corporation avec l'approbation du ministre. Un avis de la situation ou de tout changement du siège social est publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Séances. La Corporation peut tenir ses séances à tout endroit au Québec.
1977, c. 68, a. 158.

non en vigueur

Conseil d'administration. **159.** La Corporation est administrée par un conseil d'administration formé d'au moins neuf membres et d'au plus quinze membres.

Qualité requise. Nul ne peut être membre du conseil d'administration à moins de résider au Québec.

1977, c. 68, a. 159.

non en vigueur

Représentants des
assureurs.

160. Les assureurs agréés constitués au Québec, ceux constitués au Canada sauf au Québec et ceux constitués hors du Canada doivent, chacun en tant que groupe, être représentés au conseil d'administration, en tenant compte de la proportion des primes brutes directes perçues par chacun de ces groupes pour l'assurance automobile au Québec.

1977, c. 68, a. 160.

non en vigueur

Représentants du
gouvernement.

161. Le surintendant des assurances ainsi qu'une autre personne nommée par le ministre ont le droit d'assister aux séances du conseil d'administration de la Corporation qui doit les convoquer comme s'ils étaient membres du conseil d'administration.

1977, c. 68, a. 161.

non en vigueur

Élections des
administrateurs.

162. Les administrateurs sont élus au scrutin des assureurs agréés, qui tiennent leur assemblée générale au plus tard le 31 mars de chaque année.

Pondération des votes.

La Corporation peut, par règlement, prévoir la pondération des votes en tenant compte de la proportion des primes brutes directes perçues pour l'assurance automobile au Québec au cours de l'année précédente par chacun des assureurs agréés, tout assureur agréé ayant droit à au moins un vote.

Fonctions continuées.

À l'expiration de leur mandat, les administrateurs demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils aient été réélus ou remplacés.

1977, c. 68, a. 162.

non en vigueur

Président et directeur
général.

163. Les administrateurs élisent parmi eux un président et nomment un directeur général chargé de l'administration des affaires courantes.

1977, c. 68, a. 163.

non en vigueur

Quorum.

164. Le quorum du conseil d'administration de la Corporation est fixé à cinq membres.

Égalité des voix.

En cas d'égalité des voix, le président a un vote prépondérant.

1977, c. 68, a. 164.

non en vigueur

Frais.

165. Les administrateurs ne reçoivent aucun traitement à ce titre;

leurs frais engagés pour assister aux assemblées leur sont remboursés par la Corporation.

1977, c. 68, a. 165.

non en vigueur

Régie interne.

166. La Corporation peut faire des règlements pour sa régie interne.

1977, c. 68, a. 166.

non en vigueur

Fonds de développement.

167. Un fonds de développement de la Corporation est créé auquel chaque assureur agréé doit verser une contribution dont le montant est fixé par la Corporation; ce montant ne doit cependant pas être inférieur à dix mille dollars.

Intérêt annuel.

La Corporation peut payer annuellement à même ses surplus d'opération un intérêt sur ces contributions aux assureurs agréés.

Remboursement de contributions.

La Corporation détermine, par règlement, les modalités et les conditions de remboursement des contributions au fonds de développement des assureurs qui cessent d'être autorisés à pratiquer l'assurance automobile au Québec.

1977, c. 68, a. 167.

non en vigueur

Budget.

168. Au début de chaque exercice, la Corporation fait un budget de ses revenus et de ses dépenses pour l'exercice et elle impose une cotisation provisoire aux assureurs agréés sur la base de ce budget; elle peut également imposer une cotisation supplémentaire en cours d'exercice; à la fin de l'exercice, elle impose une cotisation définitive ou, le cas échéant, une remise sur la base de ses revenus et dépenses réelles.

Cotisations et remises.

Les cotisations et remises sont calculées pour chaque assureur en proportion du montant des primes brutes directes perçues pour l'assurance automobile au Québec au cours de l'année précédente.

1977, c. 68, a. 168.

non en vigueur

Exercice financier.

169. L'exercice financier de la Corporation se termine le 31 décembre de chaque année.

1977, c. 68, a. 169.

non en vigueur

Assureur agréé disponible.

170. La Corporation doit établir un mécanisme propre à permettre à tout propriétaire d'une automobile de trouver un assureur agréé auprès de qui il peut contracter l'assurance de responsabilité prévue à l'article 84.

1977, c. 68, a. 170.

non en vigueur

Centres d'évaluation.

171. La Corporation doit établir ou agréer des centres d'évaluation chargés de faire l'évaluation du dommage subi par une automobile.

Normes et conditions.

La Corporation détermine les normes d'établissement et d'opération des centres qu'elle agréer, ainsi que les conditions de retrait de son agrément.

Services offerts.

Les centres d'évaluation établis ou agréés en vertu du présent article doivent offrir leurs services à tout assureur agréé et chacun des assureurs agréés doit recourir aux services de ces centres à toutes les fois que la chose est possible.

1977, c. 68, a. 171.

non en vigueur

Vérification des réparations.

172. Les centres d'évaluation peuvent être chargés de faire la vérification des réparations effectuées à la suite d'un dommage évalué par eux.

1977, c. 68, a. 172.

non en vigueur

Convention d'indemnisation directe.

173. La Corporation doit établir une convention d'indemnisation directe relative:

1. à l'indemnisation directe des assurés ayant subi un dommage à leur automobile;
2. à l'évaluation des dommages subis par des automobiles et à l'expertise nécessaire;
3. à l'établissement d'un barème de circonstances d'accident pour le partage de la responsabilité du propriétaire de chaque automobile impliquée;
4. à la constitution d'un conseil d'arbitrage pour décider des différends entre assureurs agréés et naissant de l'application de la convention;
5. à l'exercice du droit de subrogation entre assureurs.

1977, c. 68, a. 173.

non en vigueur

Application.

174. Si une convention d'indemnisation directe reçoit l'assentiment des assureurs agréés qui perçoivent au moins cinquante pour cent des primes brutes directes perçues pour l'assurance automobile au Québec, tout assureur agréé doit lui donner application, à compter de son entrée en vigueur.

Préavis et entrée en vigueur.

Cette convention d'indemnisation ne peut entrer en vigueur que moyennant préavis de trente jours publié dans la *Gazette officielle du Québec* et en reproduisant le texte.

1977, c. 68, a. 174.

non en vigueur

Gouvernement lié.

175. Le gouvernement, ses agents ou mandataires et toute per-

Fonds non lié.

sonne visée dans l'article 102 sont liés, comme tout assureur agréé, par la convention visée dans l'article 174.

Dans l'exercice de ses pouvoirs, le Fonds d'indemnisation n'est pas lié par la convention d'indemnisation directe visée dans l'article 174.

1977, c. 68, a. 175.

non en vigueur

Pouvoirs additionnels.

176. En plus des pouvoirs qui lui sont conférés par la présente loi, la Corporation peut:

1. établir un centre ayant pour fonctions de procéder à des études et à des recherches en matière d'évaluation et de réparation d'automobiles accidentées;

2. établir des formules de constat d'accident et de règlement de sinistres à l'usage de tous les assureurs agréés;

3. établir ou agréer des centres de règlements des sinistres;

4. informer le public notamment quant à la convention d'indemnisation directe et à son application, quant à l'établissement ou à l'agrément de centres d'évaluation et de leur fonctionnement et quant au mécanisme établi pour permettre à tout propriétaire d'une automobile tenu de contracter l'assurance de responsabilité prévue à l'article 84, de trouver un assureur agréé auprès de qui il peut contracter cette assurance;

5. agir comme agence autorisée en vertu de l'article 178.

1977, c. 68, a. 176.

non en vigueur

TITRE VII

POUVOIRS DU SURINTENDANT DES ASSURANCES EN MATIÈRE DE DONNÉES STATISTIQUES ET DE TARIFICATION

non en vigueur

Données statistiques.

177. Chaque assureur agréé doit déposer auprès du surintendant des assurances, à sa demande et en la forme que celui-ci indique, les données statistiques de son expérience en assurance automobile au Québec.

1977, c. 68, a. 177.

non en vigueur

Agence autorisée.

178. Le surintendant des assurances peut autoriser une agence à recueillir pour lui les données statistiques visées dans l'article 177 et tout assureur agréé doit les fournir à cette agence sur demande et en la forme indiquée.

Condition.

Cette autorisation ne peut cependant être accordée que si l'agence a son établissement principal au Québec et si elle tient ses dossiers et registres au Québec.

Pouvoir d'enquête.

L'agence ainsi autorisée est assujettie aux pouvoirs d'enquête et

d'inspection du surintendant des assurances en vertu de la Loi sur les assurances.

Agence autorisée.

Le surintendant des assurances peut désigner la Corporation comme agence autorisée en vertu du présent article.

1977, c. 68, a. 178.

non en vigueur

Traitement des données.

179. Le surintendant des assurances peut requérir l'agence autorisée en vertu de l'article 178 de traiter les données statistiques reçues, en la manière qu'il juge appropriée; tout assureur agréé doit payer sa quote-part des coûts d'opération de l'agence, en proportion du montant des primes brutes directes perçues pour l'assurance automobile au Québec.

1977, c. 68, a. 179.

non en vigueur

Manuel de tarifs.

180. Chaque assureur agréé doit déposer auprès du surintendant des assurances trois exemplaires de son manuel de tarifs, aussitôt après sa confection, et, par la suite, dans les dix jours de toute modification.

1977, c. 68, a. 180.

non en vigueur

Manuel de tarifs.

181. Tout assureur agréé doit fournir au surintendant des assurances toute justification que celui-ci exige sur un ou plusieurs éléments de son manuel de tarifs.

1977, c. 68, a. 181.

non en vigueur

Analyse.

182. Sur réception des données statistiques ainsi que des manuels de tarifs visés dans le présent titre, le surintendant des assurances doit en faire une analyse.

Rapport au ministre.

Avant le dernier jour de février de chaque année, le surintendant fait rapport au ministre sur le résultat de son analyse des données et manuels qui lui ont été fournis durant l'année précédente.

Dépôt.

Le deuxième alinéa de l'article 140 s'applique au rapport visé dans l'alinéa précédent.

1977, c. 68, a. 182.

non en vigueur

Consultation des manuels de tarifs.

183. Le surintendant des assurances doit permettre la consultation, par toute personne qui en fait la demande, des manuels de tarifs déposés auprès de lui.

1977, c. 68, a. 183.

non en vigueur

TITRE VIII

INFRACTIONS ET SUSPENSIONS

non en vigueur

Indemnités sans droit.

184. Personne ne doit sciemment obtenir ou recevoir, directement ou indirectement, le paiement d'indemnités ou le remboursement de frais qu'il n'a pas droit d'obtenir ou de recevoir en vertu de la présente loi ou des règlements.

Infraction et peine.

Quiconque enfreint le présent article est coupable d'une infraction et passible d'une amende d'au moins deux cents dollars et d'au plus deux mille dollars.

1977, c. 68, a. 184.

non en vigueur

Aide d'une autre personne.

185. Personne ne doit sciemment aider ou encourager une autre personne à commettre une infraction visée dans l'article 184.

Infraction et peine.

Quiconque enfreint le présent article est coupable d'une infraction et passible d'une amende d'au moins deux cents dollars et d'au plus deux mille dollars.

1977, c. 68, a. 185.

non en vigueur

Infraction et peine.

186. Sauf dans le cas prévu à l'article 94, le propriétaire d'une automobile qui n'a pas contracté l'assurance obligatoire de responsabilité et qui utilise, permet ou tolère qu'une autre personne utilise son automobile est coupable d'une infraction et passible d'une amende d'au moins deux cents dollars et d'au plus deux mille dollars.

Rapport au Bureau.

L'agent de la paix qui constate l'infraction visée dans le présent article doit, sans délai, en faire rapport au Bureau des véhicules automobiles.

1977, c. 68, a. 186.

non en vigueur

Infraction et peine.

187. Sauf s'il est de bonne foi et qu'on lui a donné des raisons de croire que l'assurance de responsabilité avait été contractée, le conducteur d'une automobile dont le propriétaire ou une autre personne pour lui n'avait pas contracté cette assurance est coupable d'une infraction et passible d'une amende d'au moins deux cents dollars et d'au plus deux mille dollars.

1977, c. 68, a. 187.

non en vigueur

Suspension de permis.

188. Dans les cas prévus aux articles 186 et 187, le tribunal saisi de la poursuite peut, en outre, prononcer la suspension, pour une période n'excédant pas un an, du permis de conduire de la personne condamnée.

Moyens de subsistance.

Lorsque la preuve est faite à la satisfaction du tribunal que la

personne condamnée doit conduire une automobile déterminée ou un type déterminé d'automobile pour l'exécution du principal travail dont elle tire sa subsistance, le jugement peut permettre à cette personne de conduire une automobile ou ce type d'automobile uniquement pour les fins de l'exécution du travail principal dont elle tire sa subsistance. Dans ce cas, le tribunal doit immédiatement transmettre le permis suspendu au directeur et lui donner avis qu'il peut émettre un permis spécial conformément au jugement en autant que les conditions ordinaires d'obtention d'un permis de conduire sont remplies.

1977, c. 68, a. 188.

non en vigueur

- Saisie. **189.** Dans les cas prévus à l'article 186, l'automobile peut être saisie, sans mandat, par un agent de la paix, et retenue jusqu'à ce qu'il ait été adjugé sur les procédures pénales ou qu'un tribunal compétent en autorise la libération, avec ou sans cautionnement.
- Avis. Le propriétaire est avisé de la saisie dans les quarante-huit heures.
- Dépôt en argent. Si l'automobile a causé un accident, la saisie ne peut être levée tant qu'il n'a pas été fourni, à la satisfaction du tribunal, un dépôt en argent ou autre garantie couvrant les dommages causés.
- Vente en justice. Si la saisie se prolonge pendant plus d'un an, le tribunal peut ordonner la vente en justice de l'automobile; le saisi peut en tout temps requérir du tribunal qu'il ordonne la vente en justice de l'automobile sans délai.
- Frais. Les frais de saisie, de conservation et de vente de l'automobile sont à la charge du propriétaire et peuvent être prélevés sur le prix de vente; le solde du prix est versé au Fonds d'indemnisation jusqu'à ce qu'il soit satisfait aux dispositions du troisième alinéa.

1977, c. 68, a. 189.

non en vigueur

- Infraction et peine. **190.** La personne qui contrevient aux dispositions des articles 59, 62, 97, 174 et 177 à 181 est coupable d'une infraction et passible d'une amende d'au moins cinq cents dollars et d'au plus cinq mille dollars.

1977, c. 68, a. 190.

non en vigueur

- Infraction et peine. **191.** La personne qui omet, lorsqu'elle y est tenue, de remettre une attestation ou un duplicata émis en vertu de la présente loi est coupable d'une infraction et passible d'une amende d'au moins deux cents dollars et d'au plus deux mille dollars.

1977, c. 68, a. 191.

non en vigueur

- Infraction et peine. **192.** La personne qui, sans excuse raisonnable dont la preuve lui

incombe, utilise une attestation d'assurance ou de solvabilité après l'annulation, la résiliation ou l'expiration de l'assurance ou de la garantie y mentionnée, est coupable d'une infraction et est passible d'une amende d'au moins deux cents dollars et d'au plus deux mille dollars.

1977, c. 68, a. 192.

non en vigueur

Infraction et peine.

193. Quiconque enfreint une disposition de la présente loi ou des règlements pour la violation de laquelle aucune peine n'est spécialement prévue, est coupable d'une infraction et passible, sur poursuite sommaire, d'une amende ne dépassant pas mille dollars.

1977, c. 68, a. 193.

non en vigueur

Poursuites.

194. Les poursuites en vertu de la présente loi sont intentées par le procureur général ou une personne qu'il autorise généralement ou spécialement, par écrit, à cette fin; la Loi sur les poursuites sommaires (chapitre P-15) s'applique à ces poursuites.

1977, c. 68, a. 194.

TITRE IX

RÈGLEMENTS

Règlements de la Régie.
non en vigueur

195. La Régie peut faire des règlements aux fins du titre II de la présente loi pour:

a) prescrire ce qui doit être prescrit par règlement de la Régie en vertu de la présente loi;

b) autoriser un fonctionnaire ou un employé de la Régie, ou une catégorie d'entre eux, à exercer des pouvoirs ou à remplir des fonctions que la présente loi assigne à la Régie, à l'exception de ceux prévus au paragraphe 5 de l'article 52;

c) préciser ou restreindre la définition des mots «automobile» et «résident»;

d) définir, aux fins du paragraphe 20 de l'article 1, dans le cas de la personne à charge, l'expression «vivre entièrement ou dans une large mesure des revenus de la victime»;

e) définir, aux fins du paragraphe a de l'article 17, l'expression «un appareil susceptible de fonctionnement indépendant»;

f) définir, aux fins du paragraphe b de l'article 17, les mots suivants: «une motoneige, un tracteur de ferme, une remorque de ferme, un véhicule d'équipement, une remorque d'équipement ou un véhicule destiné à être utilisé en dehors d'un chemin public»;

g) établir la manière de déterminer et de calculer le revenu brut réel ou présumé d'une victime, aux fins des articles 19 à 35;

non en vigueur

h) préciser les critères selon lesquels un étudiant peut être considéré fréquenter à plein temps une université, un collège ou une autre institution dispensant des cours d'un niveau post-secondaire, aux fins de l'article 21;

i) préciser, aux fins de l'article 27, les modalités de calcul du revenu net;

j) établir et déterminer des modalités générales de révision du revenu net des victimes lorsqu'il se produit des changements de situation chez celles-ci;

k) préciser les cas où une victime peut être considérée exercer ou avoir exercé un emploi de façon habituelle ou occasionnelle;

l) préciser les critères selon lesquels une victime mineure peut être considérée incapable de vaquer aux occupations habituelles de son âge et ceux selon lesquels une personne au foyer peut être considérée incapable de vaquer à une ou plusieurs occupations habituelles d'une telle personne;

m) prescrire le remboursement de frais aux fins des articles 23, 45 et 47;

n) déterminer des cas donnant droit à un remboursement des montants fixés en vertu du titre V et fixer les modalités de calcul ou le montant exact des sommes remboursables lors d'un tel remboursement;

o) établir les modalités de paiement d'une indemnité impayée au décès du réclamant;

p) préciser les critères selon lesquels une victime doit être considérée incapable de travailler pour quelque cause que ce soit excepté l'âge et ceux selon lesquels une victime peut être considérée atteinte d'une invalidité physique ou mentale grave, aux fins de l'article 24;

q) déterminer les modalités de la demande d'indemnité au bénéfice d'un réclamant incapable de gérer ses affaires ou autrement incapable et préciser la façon dont l'indemnité doit être payée et administrée au profit du réclamant;

r) établir des critères déterminant l'âge d'une victime lorsque celui-ci est impossible à déterminer par les moyens habituels;

s) déterminer les règles de preuve et de procédure applicables à l'examen, à l'audition et à la décision des affaires sur lesquelles la Régie a compétence; et

t) généralement prescrire toute autre mesure requise pour l'application du titre II.

1977, c. 68, a. 195.

non en vigueur

Règlement du
gouvernement.

196. Le gouvernement peut, par règlement:

a) déterminer ce qui doit être déterminé par règlement du gouvernement en vertu de la présente loi;

b) préciser ou restreindre la définition du mot «automobile» aux fins de la présente loi à l'exception du titre II;

non en vigueur

c) exempter les propriétaires des catégories d'automobile qu'il indique, de l'obligation de l'article 84, en totalité ou en partie et aux conditions qu'il détermine;

d) préciser ou restreindre la définition du mot « résident » aux fins de la présente loi à l'exception du titre II;

e) déterminer les qualités requises de toute personne qui demande une attestation de solvabilité; et

f) déterminer le montant de la preuve de solvabilité visée dans les articles 102 et 104.

1977, c. 68, a. 196.

non en vigueur

Règlements de la Régie.
Approbation.

197. Les règlements de la Régie à l'exception de ceux visés au paragraphe *b* de l'article 195 et de ceux prescrivant la forme et la teneur des formules et documents qui peuvent ou doivent être utilisés aux fins de la présente loi et les époques auxquelles ces formules et documents doivent être produits, doivent être publiés dans la *Gazette officielle du Québec* avec avis qu'à l'expiration des trente jours suivant cet avis, ils seront soumis pour approbation au gouvernement, avec les modifications qu'il juge opportunes.

Entrée en vigueur.

Ils entrent en vigueur le jour de la publication, dans la *Gazette officielle du Québec*, d'un avis signalant qu'ils ont reçu l'approbation du gouvernement ou, en cas de modification par ce dernier, de leur texte définitif ou à toute autre date ultérieure fixée dans l'avis ou dans le texte définitif.

Préavis des règlements du
gouvernement.

Les règlements du gouvernement ne peuvent être adoptés que moyennant préavis de trente jours publié dans la *Gazette officielle du Québec* et en reproduisant le texte.

Entrée en vigueur.

Ces règlements entrent en vigueur à la date de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* d'un avis signalant qu'ils ont été adoptés par le gouvernement ou, en cas de modification par ce dernier, de leur texte définitif, ou à toute autre date ultérieure fixée dans l'avis ou dans le texte définitif.

1977, c. 68, a. 197.

non en vigueur

TITRE X

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

non en vigueur

Présomption.

198. Le propriétaire d'une automobile est présumé avoir contracté l'assurance requise par la présente loi s'il justifie d'un contrat d'assurance de responsabilité conclu avec un assureur avant le 1^{er} mars 1978 et ce, tant et aussi longtemps que le contrat est en vigueur.

1977, c. 68, a. 198.

non en vigueur

Contrat d'assurance
modifié.

199. La présente loi entraîne modification de plein droit, dans les limites de ses dispositions, des obligations de l'assureur en vertu d'un contrat d'assurance en cours.

Majoration de prime
prohibée.

Cette modification ne peut justifier aucune majoration du montant de la prime fixée par le contrat, ni la résiliation de celui-ci.

Ajustement de prime.

Si les obligations de l'assureur en vertu d'un contrat en cours sont réduites, la prime prévue à l'égard de ce contrat doit être ajustée en conséquence.

Délai pour remise.

Si la prime a été payée à l'avance, le montant de l'ajustement doit être remis dans les trois mois à moins que l'assuré n'accepte au cours de cette période qu'il soit porté à son crédit.

1977, c. 68, a. 199.

non en vigueur

Suspension révoquée.

200. Toute suspension imposée avant le 1^{er} mars 1978 selon l'article 22 de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile est révoquée à cette date et la preuve de solvabilité exigée en vertu de cet article n'est plus requise.

1977, c. 68, a. 201.

non en vigueur

Fonds substitué.

201. Le Fonds d'indemnisation est substitué au Fonds d'indemnisation constitué par la Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile (chapitre I-5).

Réclamations satisfaites.

Le Fonds d'indemnisation est tenu de satisfaire les réclamations non satisfaites des victimes d'accidents survenus entre le 30 septembre 1961 et le 1^{er} mars 1978 de la manière et dans la mesure prévues aux articles 32 à 39 de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile (chapitre I-5). À cette fin, le Fonds d'indemnisation a les pouvoirs prévus aux paragraphes *b*, *c*, *d*, *e* et *f* de l'article 45 de ladite loi.

Deniers requis.

Les deniers nécessaires à l'indemnisation des victimes visées dans le deuxième alinéa sont pris à même ceux du Fonds d'indemnisation.

1977, c. 68, a. 202.

non en vigueur

Conseil d'administration
initial.

202. Le conseil d'administration initial de la Corporation constituée par le titre VI de la présente loi est composé de treize membres nommés par le gouvernement pour une période d'un an.

Élections.

Avant l'expiration de leur mandat, les administrateurs doivent convoquer une assemblée générale des assureurs agréés aux fins d'élire les membres du conseil d'administration prévu à l'article 159.

1977, c. 68, a. 215.

non en vigueur

Gouvernement lié.

203. La présente loi s'applique au gouvernement.

1977, c. 68, a. 243.

non en vigueur

Ministre responsable.

204. Le ministre est chargé de l'application de la présente loi.

1977, c. 68, a. 244.

Les articles 1 à 70, 74 à 150, 153, 156 à 194, les paragraphes a à m et o à t de l'article 195, les paragraphes c à f de l'article 196 et les articles 197 à 204 de la présente loi entreront en vigueur à la date ou aux dates qui seront fixées par proclamation du gouvernement.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 68 des lois annuelles de 1977, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, à l'exception des articles 200, 203 à 214, 216 à 242 et 245, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre A-25 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

**LOIS DU QUÉBEC,
1977**

**LOIS REFONDUES,
1977**

Chapitre 68

Chapitre A-25

**LOI SUR L'ASSURAN-
CE AUTOMOBILE**

**LOI SUR L'ASSURAN-
CE AUTOMOBILE**

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1 - 199	1 - 199	
200		Omis
201	200	
202	201	
203 - 214		Omis
215	202	
216 - 242		Omis
243	203	
244	204	
245		Omis

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans la refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

